



COMMUNE DE LINIERS (Vienne)



PLAN LOCAL D'URBANISME



PIÈCE I – RAPPORT DE PRÉSENTATION

VOLUME 4 : ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE



Vu pour être annexé à la délibération
du Conseil Communautaire de Grand Poitiers
pour approbation en date du 30 Juin 2017

Le Président, M. Alain CLAEYS



Juin 2017

PLAN LOCAL D'URBANISME	PRESCRIT	PROJET ARRÊTÉ	PROJET APPROUVÉ
Élaboration	18/06/2014	29/06/2016	30/06/2017

SOMMAIRE

PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	3
<i>Caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable</i>	<i>5</i>
<i>Évolutions globales attendues</i>	<i>13</i>
CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES DE L'ADOPTION DU PLAN SUR LA PROTECTION DES ZONES REVÊTANT UNE IMPORTANCE PARTICULIÈRE POUR L'ENVIRONNEMENT	15
<i>Au sein du site Natura 2000</i>	<i>17</i>
<i>A la périphérie du site Natura 2000</i>	<i>19</i>
<i>Sur le hameau des « Jollis »</i>	<i>23</i>
EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR LE PROJET	25
<i>Choix retenus au regard des objectifs de protection établis</i>	<i>27</i>
<i>Choix retenus au regard de solutions de substitution raisonnables</i>	<i>29</i>
MESURES ENVISAGÉES POUR ÉVITER, RÉDUIRE ET COMPENSER LES CONSÉQUENCES DOMMAGEABLES	31
<i>Mesures envisagées pour éviter les conséquences dommageables</i>	<i>33</i>
<i>Mesures envisagées pour réduire les conséquences dommageables</i>	<i>33</i>
<i>Mesures envisagées pour compenser les conséquences dommageables</i>	<i>33</i>
CRITÈRES, INDICATEURS ET MODALITÉS RETENUS POUR L'ANALYSE DES RÉSULTATS	35
<i>Modalités de suivi</i>	<i>37</i>
<i>Indicateurs de suivi des effets du plan sur l'environnement</i>	<i>39</i>
<i>Indicateurs de suivi des effets du plan sur le site Natura 2000</i>	<i>45</i>
RESUMÉ NON-TECHNIQUE ET MANIÈRE DONT L'ÉVALUATION A ÉTÉ EFFECTUÉE	47
<i>Résumé non technique du projet</i>	<i>49</i>
<i>Manière dont l'évaluation a été effectuée</i>	<i>57</i>

PREMIÈRE PARTIE

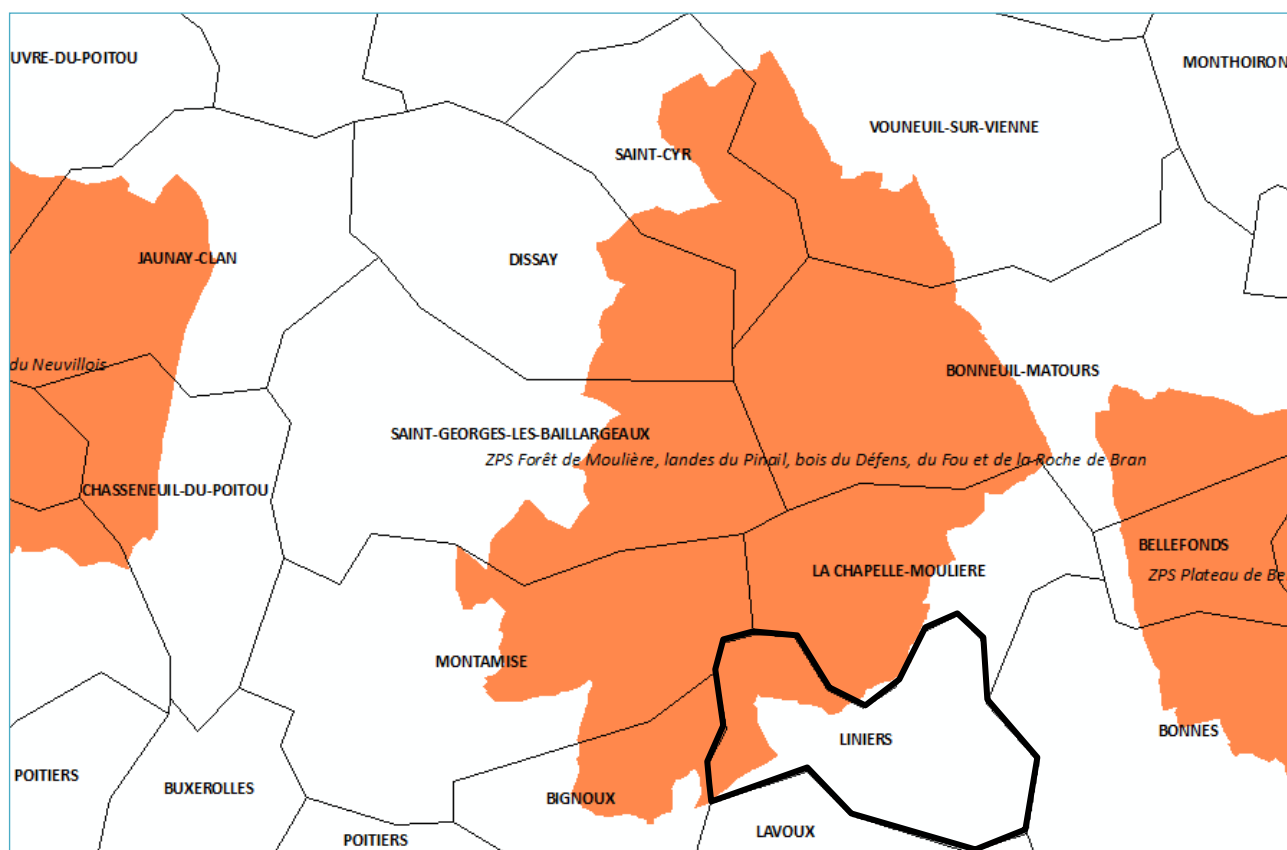
**PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE
L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT**

CARACTÉRISTIQUES DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉES DE MANIÈRE NOTABLE

LA ZONE DE PROTECTION SPÉCIALE FR5410014

La commune de Liniers comporte sur son territoire un espace protégé pour la préservation de la biodiversité : la Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran », intégrée au réseau européen Natura 2000 et validée par Arrêté interministériel du 6 Juillet 2004.

Localisation de la ZPS



Source : SIG PARCOURS, base IGN GeoFLA, données INPN – Échelle : 1/125 000^{ème}

D'une surface de plus de 8 000 hectares, ce site est un plateau argileux à bancs de meulière, couvert pour l'essentiel de landes calcifuges issues de la surexploitation par l'homme de la chênaie atlantique (bois de chauffage, surpâturage, incendies) et parsemées d'innombrables mares résultant de l'ancienne extraction de pierre meulière. Son caractère remarquable est lié à son étendue, à sa diversité et à l'originalité de ses végétations de landes avec tous les gradients d'hydromorphie, de tourbières (différents types en fonction du pH) et d'eaux oligotrophes ou dystrophes, dont beaucoup structurent des habitats d'intérêt communautaire, certains considérés comme prioritaires (lande tourbeuse à Bruyère à quatre angles, lande mésophile à Bruyère à balais et Ajonc nain - ou « brande » -, tourbière alcaline à Choin noirâtre, tourbière acide à Sphaignes etc...) ou constituent le support d'habitats d'espèces également d'intérêt communautaire (Triton crêté, 3 espèces de libellules, Spiranthe d'été)...

INTÉRÊT DU SITE

La désignation de ce site Natura 2000 se justifie par la présence de 23 espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire (annexe I de la directive « Oiseaux ») :

Espèces d'intérêt communautaire de la ZPS « Forêt de Moulière »		Code	Statut de l'indigénat	Etat de conservation
Grande Aigrette	<i>Egretta alba</i>	A027	Concentration	/
Cigogne noire	<i>Ciconia nigra</i>	A030	Concentration	/
Cigogne blanche	<i>Ciconia ciconia</i>	A031	Concentration	/
Balbuzard pêcheur	<i>Pandion haliaetus</i>	A094	Concentration	/
Faucon émerillon	<i>Falco columbarius</i>	A098	Hivernage	/
Bondrée apivore	<i>Pernis apivorus</i>	A072	Reproduction	Bonne
Milan noir	<i>Milvus migrans</i>	A073	Concentration, reproduction	/
Milan royal	<i>Milvus milvus</i>	A074	Concentration	/
Circaète Jean-le-Blanc	<i>Circaetus gallicus</i>	A080	Reproduction	Moyenne
Busard des roseaux	<i>Circus aeruginosus</i>	A081	Concentration	/
Busard Saint-Martin	<i>Circus cyaneus</i>	A082	Résidence	Excellente
Busard cendré	<i>Circus pygargus</i>	A084	Reproduction	Excellente
Faucon pèlerin	<i>Falco peregrinus</i>	A103	Concentration	/
Grue cendrée	<i>Grus grus</i>	A127	Concentration	/
Hibou des marais	<i>Asio flammeus</i>	A222	Concentration, reproduction	/
Engoulevent d'Europe	<i>Caprimulgus europaeus</i>	A224	Reproduction	Bonne
Martin-pêcheur d'Europe	<i>Alcedo atthis</i>	A229	Résidence	/
Pic noir	<i>Dryocopus martius</i>	A236	Reproduction	Bonne
Pic mar	<i>Dendrocopos medius</i>	A238	Résidence	Excellente
Pipit rousseline	<i>Anthus campestris</i>	A255	Reproduction	/
Pie-grièche écorcheur	<i>Lanius collurio</i>	A338	Reproduction	/
Fauvette pitchou	<i>Sylvia undata</i>	A302	Résidence	Excellente
Bruant ortolan	<i>Emberiza hortulana</i>	A379	Concentration	/

Par ailleurs, 21 espèces d'oiseaux migrateurs non visées à l'annexe I de la directive « Oiseaux » fréquentent régulièrement ce site Natura 2000 :

Espèces migratrice de la ZPS « Forêt de Moulière »		Code	Statut de l'indigénat	Etat de conservation
Canard colvert	<i>Anas platyrhynchos</i>	A053	Résidence	/
Héron cendré	<i>Ardea cinerea</i>	A028	Reproduction	/
Bécassine des marais	<i>Gallinago gallinago</i>	A153	Concentration	/
Bécasse des bois	<i>Scolopax rusticola</i>	A155	Résidence	/
Courlis cendré	<i>Numenius arquata</i>	A160	Concentration	/
Chevalier gambette	<i>Tringa totanus</i>	A162	Concentration	/
Chevalier aboyeur	<i>Tringa nebularia</i>	A164	Concentration	/
Chevalier guignette	<i>Actitis hypoleucos</i>	A168	Concentration	/
Faucon hobereau	<i>Falco subbuteo</i>	A099	Reproduction	/
Autour des palombes	<i>Accipiter gentilis</i>	A085	Reproduction	/
Epervier d'Europe	<i>Accipiter nisus</i>	A086	Reproduction	/
Râle d'eau	<i>Rallus aquaticus</i>	A118	Concentration	/

Espèces migratrice de la ZPS « Forêt de Moulière » (suite)		Code	Statut de l'indigénat	Etat de conservation
Gallinule poule d'eau	<i>Gallinula chloropus</i>	A123	Reproduction	/
Vanneau huppé	<i>Vanellus vanellus</i>	A142	Reproduction	/
Petit-duc scops	<i>Otus scops</i>	A214	Reproduction	/
Torcol fourmilier	<i>Jynx torquilla</i>	A233	Résidence	/
Pipit farlouse	<i>Anthus pratensis</i>	A257	Reproduction	Bonne
Merle à plastron	<i>Turdus torquatus</i>	A282	Résidence	/
Locustelle tachetée	<i>Locustella naevia</i>	A290	Reproduction	Bonne
Phragmite des joncs	<i>Acrocephalus schoenobaenus</i>	A295	Concentration	/
Bruant des roseaux	<i>Emberiza schoeniclus</i>	A381	Concentration	/

OBJECTIFS DE PROTECTION GLOBAUX

Cadre juridique du document :

Le document d'objectifs (DOCOB) est à la fois un document de diagnostic et un document d'orientation pour la gestion des sites Natura 2000. Il fixe des objectifs de protection de la nature conformément à des textes dont la protection et la gestion des milieux naturels est la fonction principale.

Le document d'objectifs de l'extension du site Natura 2000 FR5410014 a fait l'objet d'un arrêté préfectoral le 1^{er} septembre 2009. Quelques extraits sont présentés ci-après afin de contribuer à la compréhension des enjeux écologiques sur le site.

Définition d'objectifs généraux de conservation :

« Au regard des priorités identifiées, il est possible d'avancer les grands objectifs du DOCOB pour assurer le maintien dans un bon état de conservation des 11 espèces d'oiseaux nicheurs d'intérêt communautaire du site. Le Tableau 9 (page suivante) en fait une présentation synthétique avec les effectifs de chaque espèce. On notera à ce sujet qu'un premier objectif global pour la ZPS est d'obtenir une meilleure connaissance des populations des espèces sensibles. Une réelle politique de conservation ne peut s'établir que sur la base d'un état des lieux précis accompagné d'un programme de suivi. Ces deux éléments sont fondamentaux pour asseoir les choix techniques et élaborer d'éventuelles autres solutions. »

Les objectifs définis pour chaque espèce sont les suivants :

- › Fauvette pitchou, Engoulevent d'Europe, Busard Saint-Martin et Busard cendré : **Consolidation**
- › Pic mar et Circaète Jean-le-Blanc : **Maintien**
- › Cédicnème criard, Milan noir et Pie-grièche écorcheur : **Suivi attentif**

Identification d'objectifs en matière d'aménagement du territoire :

La page 72 du DOCOB identifie trois objectifs opérationnels en matière d'aménagement du territoire : réduire la dangerosité des équipements de transport et de distribution d'électricité, préserver de l'urbanisation les lisières forêt/milieux ouverts et réduire les risques de collisions routières. Ils sont présentés aux pages ci-après.

Synthèse de l'ensemble des objectifs opérationnels permettant d'atteindre les objectifs de conservation

THÈMES	OBJECTIFS OPÉRATIONNELS	LIGNES D'ACTIONS
FORÊT	F1 Diversifier les traitements sylvicoles assurant la fourniture pérenne de gros bois et la présence de milieux ouverts	F1-1 Préserver les feuillus et favoriser le mélange d'essences F1-2 Orienter la gestion pour la disponibilité régulière en gros bois F1-3 Orientations complémentaires en faveur des arbres « remarquables » : F1-3a Conserver et développer les arbres à cavités et/ou à fentes, sénescents ou morts F1-3b Développer des îlots de vieillissement (retard d'exploitation)
	F2 Conserver des milieux naturels associés à la forêt	F2-1 Conserver des milieux naturels associés à la forêt
	F3 Sécuriser la nidification d'espèces sensibles	F3-1 Contrôler les dérangements dans les secteurs de reproduction
	F4 Améliorer la transition forêt / milieux ouverts	F4-1 Modeler des lisières forestières étagées, progressives et variées
ESPACE AGRICOLE	A1 Conserver/obtenir un paysage mixte et structuré	Réseau vert : A1-1 Obtenir un réseau de milieux herbacés A1-2 Obtenir un réseau de haies
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	T1 Réduire la dangerosité des équipements	T1-1 Neutraliser les lignes et pylônes dangereux T1-2 Enfouir les nouvelles lignes T1-3 Gérer de façon adaptée les zones d'emprise des lignes
	T2 Préserver les lisières de l'urbanisation	T2-1 Exclure les zones de lisière boisée des zones urbanisables et aménageables dans les documents d'urbanisme et d'aménagement du territoire
CONTEXTE GÉNÉRAL	G1 Sensibiliser la population et les acteurs locaux	G1-1 Sensibiliser les forestiers à la prise en compte des espèces patrimoniales G1-2 Sensibiliser les agriculteurs à la protection des nichées de busards dans les cultures G1-3 Sensibiliser les agriculteurs à l'usage modéré de pesticides et au choix d'antiparasitaires faiblement rémanents G1-4 Accompagner les pratiques de plein air pour réduire le dérangement G1-5 Sensibiliser les collectivités locales à la gestion différenciée des bords de voies G1-6 Informer et sensibiliser la population locale aux enjeux et actions du docob
	G2 Adapter le périmètre	Intégrer les territoires vitaux des espèces de priorité 1 : G2-1 Étudier les domaines vitaux G2-2 Proposer si nécessaire une adaptation du périmètre de la ZPS
	G3 Suivre et évaluer	G3-1 Suivre les populations d'oiseaux d'intérêt communautaire G3-2 Suivre les actions du docob

Objectifs opérationnels en matière d'aménagement du territoire

Placée entre les agglomérations de Poitiers et de Châtelleraut, le massif de la grande Moulière reçoit une forte demande en termes de « récréation » mais surtout pour l'urbanisation résidentielle.

Le tableau ci-dessous précise les rôles de l'aménagement du territoire pour chaque espèce d'oiseaux nicheurs d'intérêt communautaire.

	Poids thème AT	Rôles de l'aménagement du territoire pour la reproduction	Rôles de l'aménagement du territoire pour l'alimentation
Fauvette pitchou	-	<i>Non concerné</i>	<i>Non concerné</i>
Engoulevent d'Europe	☆	Collisions	Bords de chemins et routes (insectes)
Busard Saint-Martin	☆	<i>Non concerné</i>	Bords de chemins et routes (campagnols)
Busard cendré	☆	<i>Non concerné</i>	Bords de chemins et routes (campagnols)
Pic mar	-	<i>Non concerné</i>	<i>Non concerné</i>
Circaète Jean-le-Blanc	☆☆☆	Reptiles, lignes électriques	Bords de chemins et routes (reptiles)
Œdicnème criard	☆	Insectes	Consommation d'espace agricole
Milan noir	☆	Lignes électriques	Chemins et routes (cadavres)
Pic noir	-	<i>Non concerné</i>	Haie : bois mort, arbres CFMS
Bondrée apivore	☆	Collisions	Bords de chemins et routes (hyménoptères)
Pie-grièche écorcheur	☆	Haies	Bords de chemins et routes (insectes)

Tableau 12 : Rôles de l'aménagement du territoire pour les espèces nicheuses sur le site « Forêt de Moulière »

→ Objectifs opérationnels aménagement du territoire

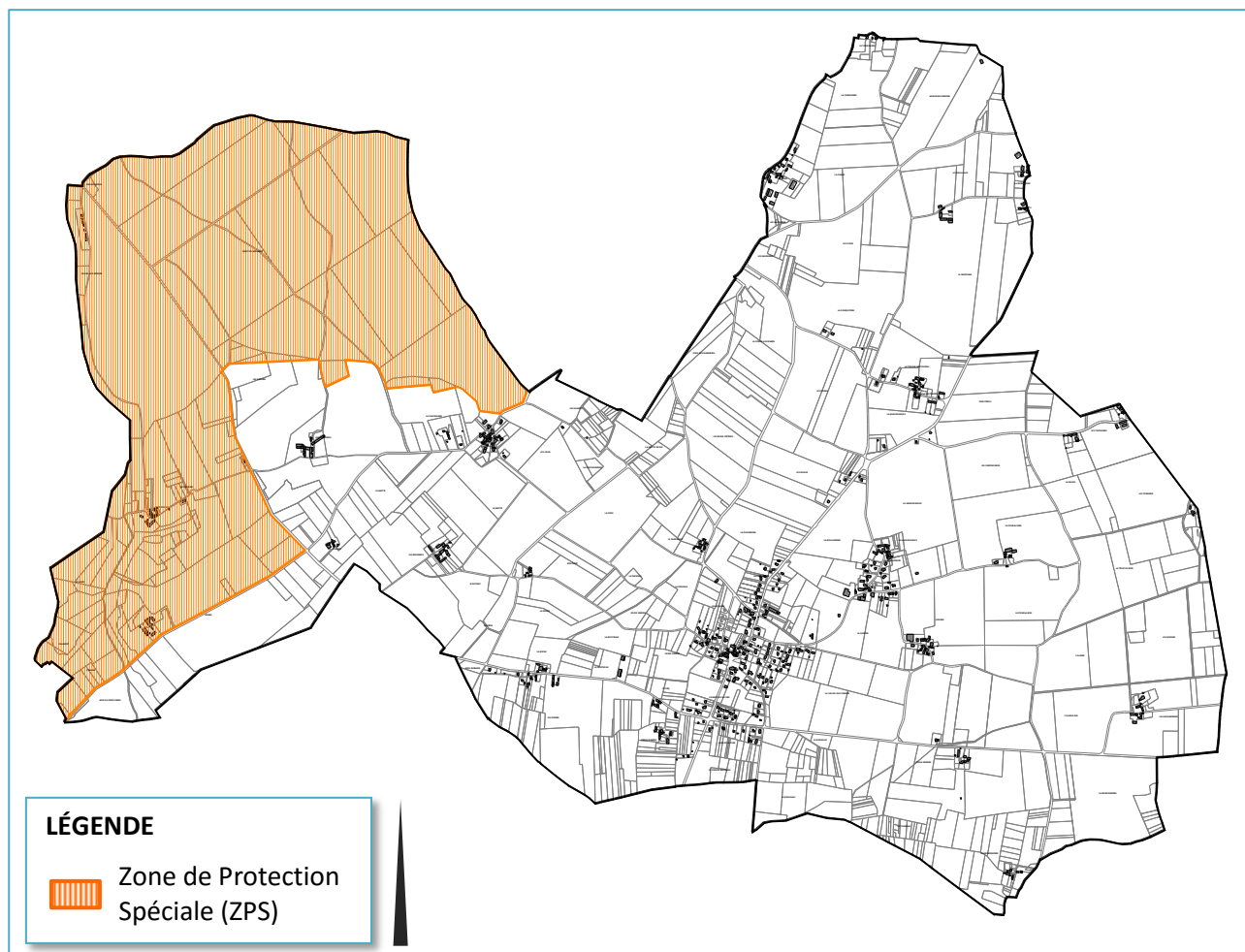
Réduire la dangerosité des équipements de transport et de distribution d'électricité. Préserver de l'urbanisation les lisières forêt/milieux ouverts. Réduire les risques de collisions routières.

ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX SPÉCIFIQUES À LA COMMUNE DE LINIERS

Au regard du périmètre du site

A Liniers, la Zone de Protection Spéciale recouvre une superficie de 370,4 hectares soit 4,6 % du site Natura 2000 et 23 % de la superficie communale. Il s'agit d'un espace essentiellement agricole et sylvicole, incluant deux lieux-dits : *Les Meurs* et *Pogné*.

Périmètre du site Natura 2000 sur la commune de Liniers



Source : cadastre DGFIP, données INPN - Échelle : 1/35 000

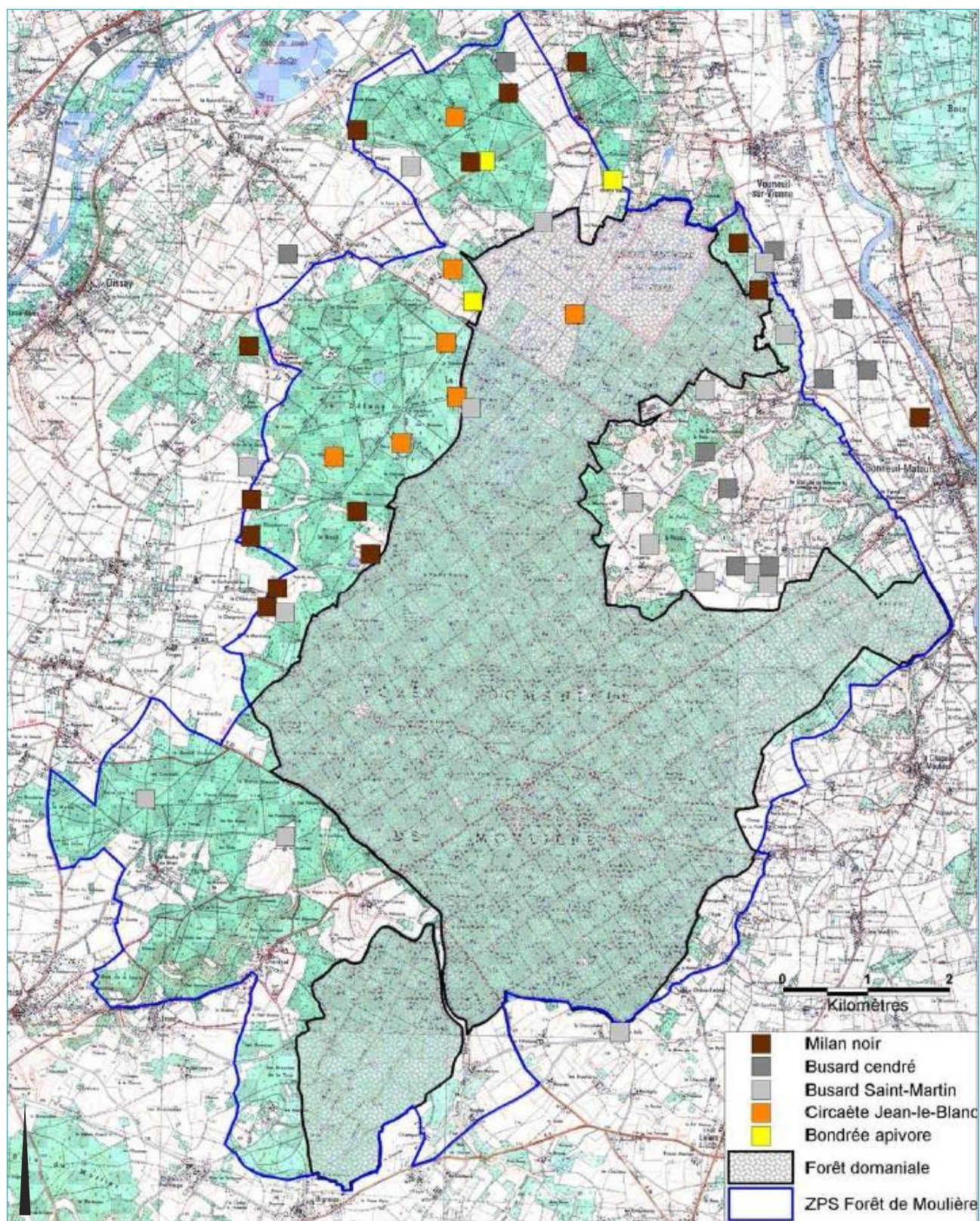
- Sur Liniers, le périmètre du site pose des enjeux environnementaux relevant essentiellement de la gestion agricole et sylvicole de l'espace.

Au regard de la présence d'espèces patrimoniales

Les pages 13 et 14 du DOCOB dressent une cartographie indicative des populations d'oiseaux « lors des relevés de 2002 et 2003. Résultant d'un échantillonnage, cette représentation n'est qu'indicative et non absolue. Aussi, les données collectées de façon informelle entre 2004 et 2008 sur ces espèces y ont été ajoutées en complément ».

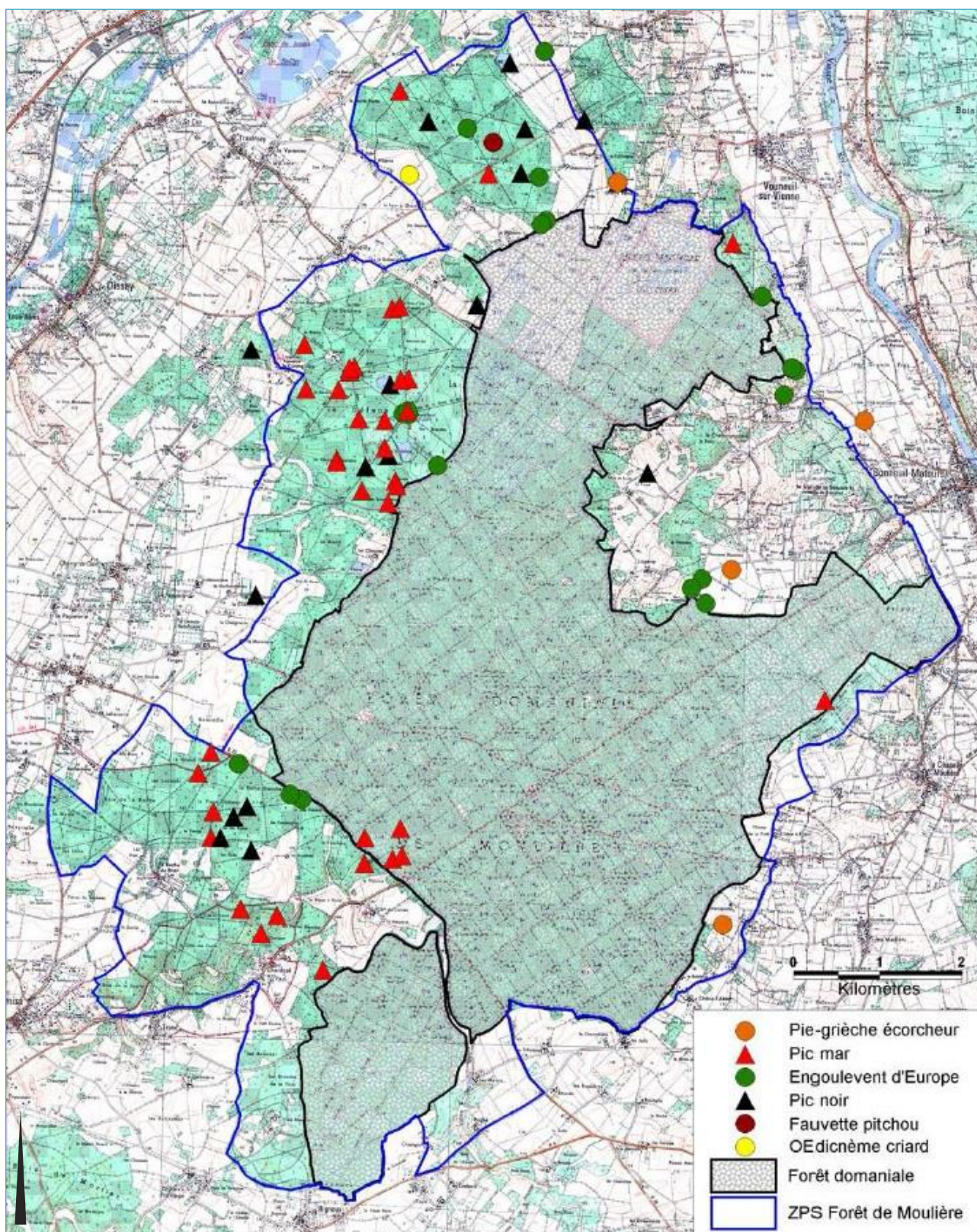
- Sur Liniers, le Busard Saint Martin est observé en 2003 près du hameau des « Jollis » et la présence de la Pie-grièche écorcheur a été relevée près des hameaux de « La Chaise » et des « Jollis ».

Contacts de rapaces de l'annexe I de la Directive Oiseaux sur l'extension du site « Forêt de Moulière »



Source : document d'objectifs du site Natura 2000 « Forêt de Moulière »

Contacts de pics et de passereaux de l'annexe I de la Directive Oiseaux sur l'extension du site « Forêt de Moulière »

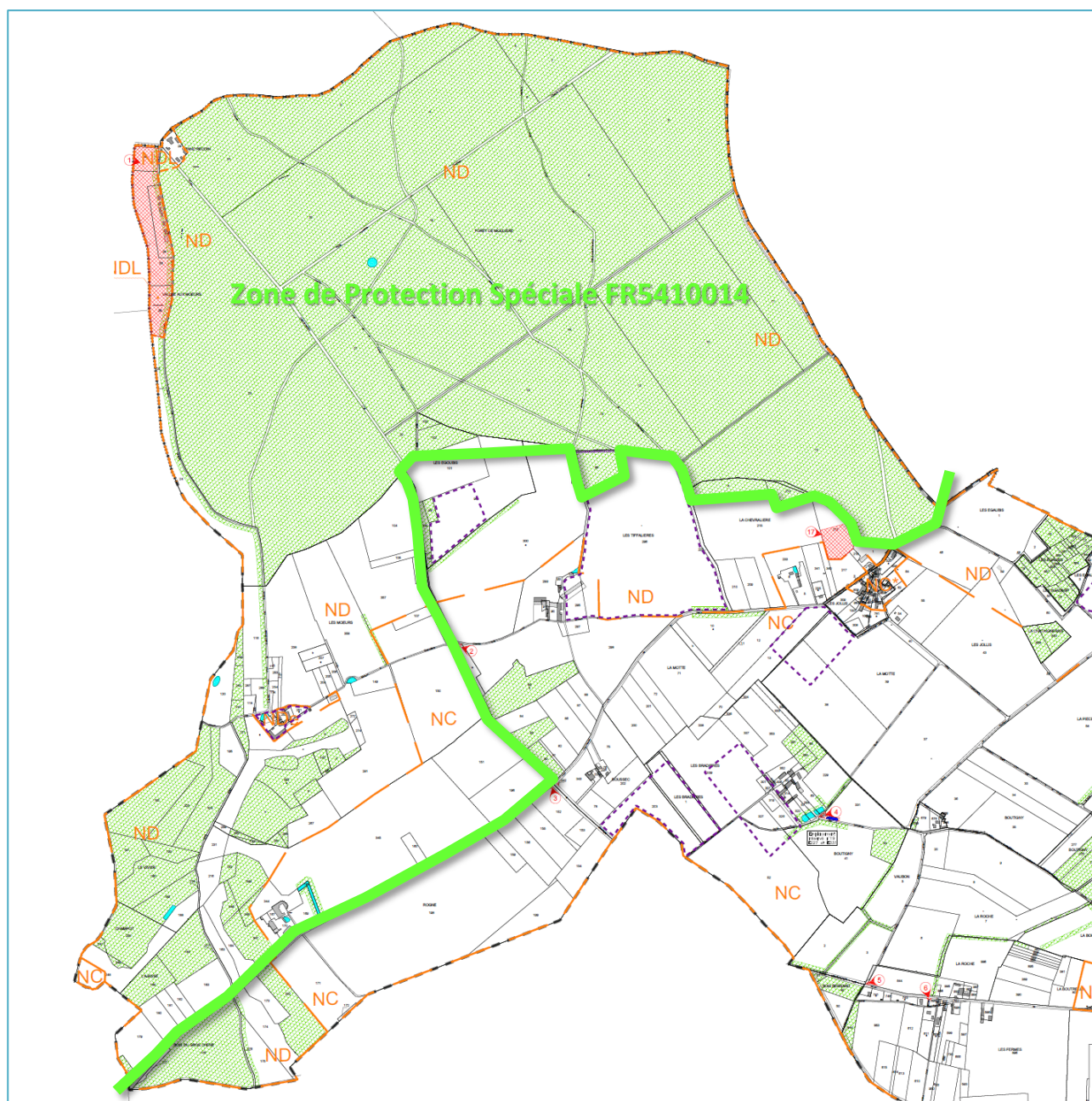


Source : document d'objectifs du site Natura 2000 « Forêt de Moulière »

ÉVOLUTIONS GLOBALES ATTENDUES

La mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme génèrera une évolution notable dans la réglementation du droit des sols avec le remplacement des zones urbaines et naturelles antérieurement établies au Plan d'Occupation des Sols par quatre nouvelles zones urbaines, à urbaniser, agricoles et naturelles. Une nouvelle trame réglementaire s'applique sur ces secteurs

Zonage du Plan d'Occupation des Sols au droit de la Zone de Protection Spéciale



Source : zonage du Plan d'Occupation des Sols – Echelle : 1/15 000

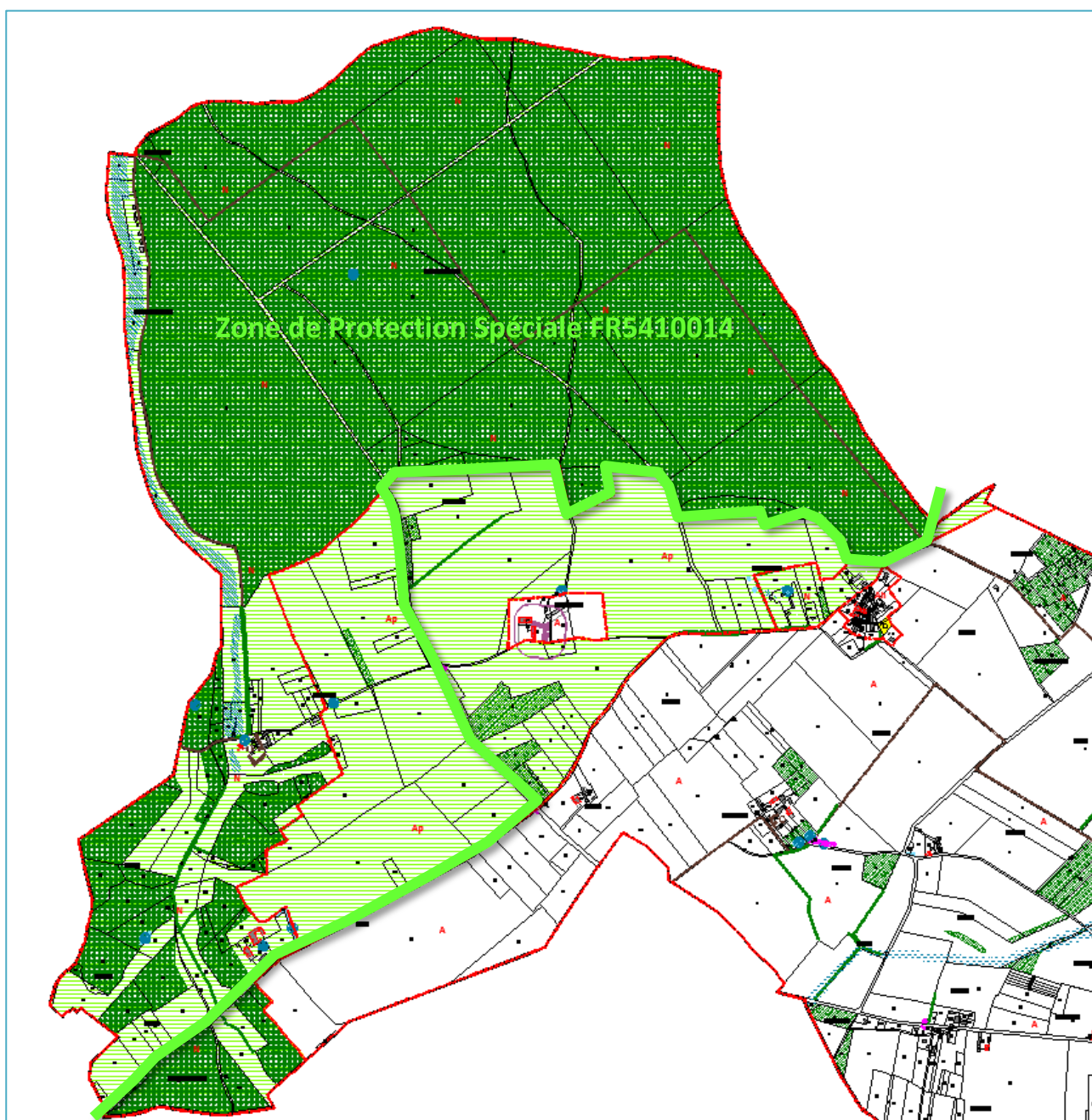
Au plan d'Occupation des Sols, la Zone de Protection Spéciale est classée pour partie :

- en zone NC, protégée dans l'intérêt du maintien et du développement des activités agricoles,
- en zone ND, protégée pour la qualité de son paysage ou en raison de risques ou nuisances,
- en zone NDe, protégée pour la qualité de son paysage ou en raison de risques ou nuisances, naturels ou artificiels et où des constructions annexes, servitudes ou garages sont autorisés.

Au Plan Local d'Urbanisme, la Zone de Protection Spéciale est classée pour partie :

- en secteur N, protégé pour son intérêt écologique et esthétique,
- en secteur Ap, protégé pour le potentiel agronomique des terres et pour son intérêt écologique.

Zonage du Plan Local d'Urbanisme au droit de la Zone de Protection Spéciale



Source : zonage du Plan Local d'Urbanisme – Echelle : 1/15 000

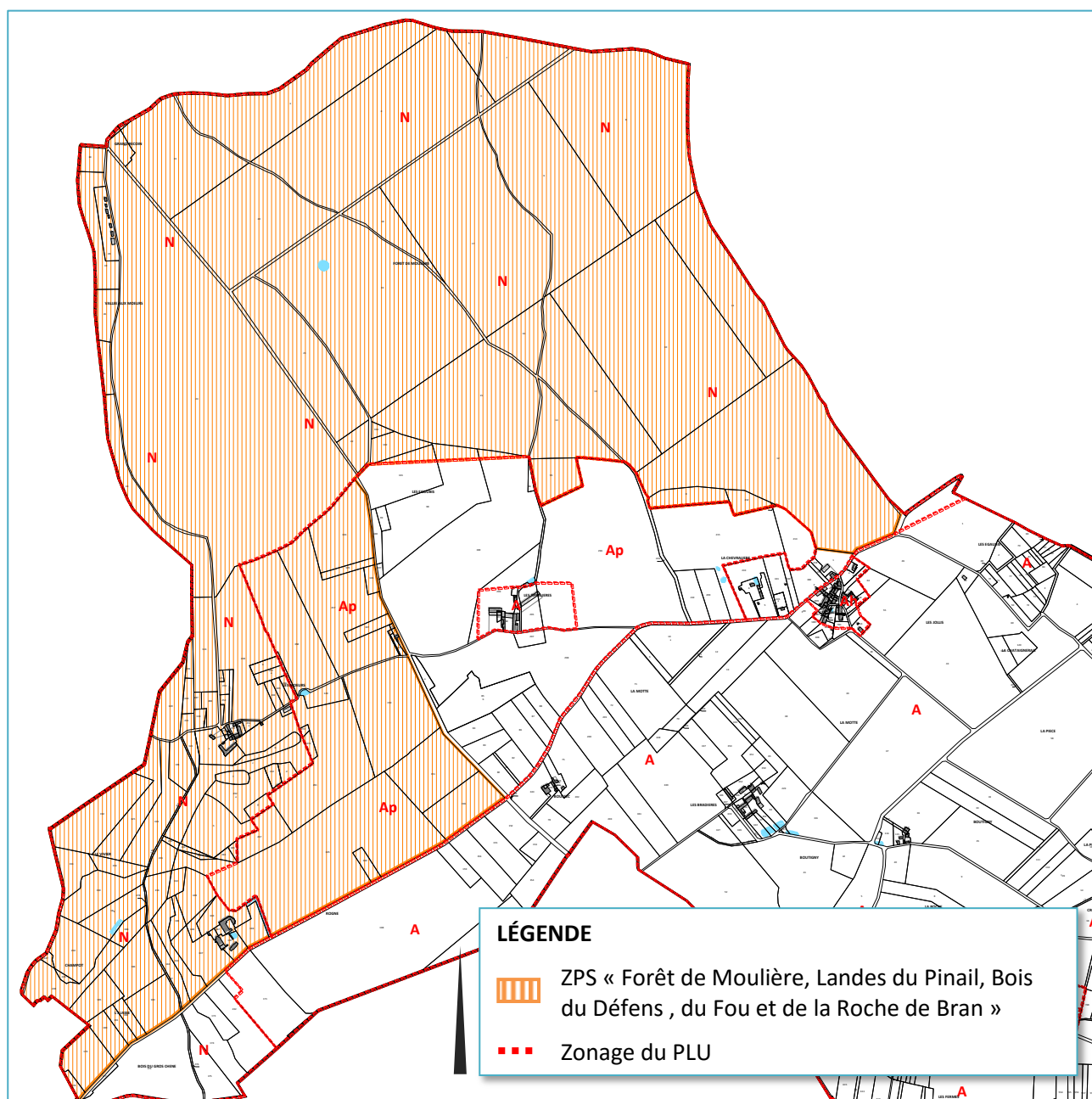
SECONDE PARTIE

CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES DE L'ADOPTION DU PLAN SUR LA PROTECTION DES ZONES REVÊTANT UNE IMPORTANCE PARTICULIÈRE POUR L'ENVIRONNEMENT

AU SEIN DU SITE NATURA 2000

DÉLIMITATION DES SECTEURS

D'une superficie de 370 hectares pour son emprise communale, la Zone de Protection Spéciale est située pour partie en secteur naturel « N » (318 hectares, soit 86 % de la zone) protégé pour son intérêt écologique et esthétique, et pour partie en secteur Agricole Protégé « Ap » (52 hectares, soit 14 % de la zone) protégé pour le potentiel agronomique des terres et pour son intérêt écologique.



Source : Zonage du Plan Local d'Urbanisme, cadastre DGFIP, données INPN - Échelle : 1/15 000

RÈGLEMENTATION DES SECTEURS

En raison de la vocation protectrice des secteurs « N » et « AP », le règlement qui s'y applique est de nature fermée. Toutes les constructions qui ne sont pas explicitement autorisées, y sont interdites. De plus, le règlement de ces secteurs interdit explicitement toute construction susceptible de porter atteinte aux activités agricoles, ainsi qu'à la sauvegarde des milieux naturels.

Constructions et activités interdites dans les secteurs Ap et N

- Toute construction, autre que celles définies ci-après.
- Toute construction susceptible de porter atteinte aux activités agricoles, ainsi qu'à la sauvegarde des milieux naturels.
- De façon générale, toute activité susceptible de créer ou de subir des nuisances : altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et des éléments toxiques...

Constructions et activités soumises à des conditions particulières dans les secteurs Ap et N

- Les extensions aux bâtiments d'habitation sous condition de ne pas excéder :
 - 50 % de la surface de plancher initiale à la date d'application du présent règlement, en une ou plusieurs fois, pour les bâtiments possédant initialement une surface de plancher inférieure à 100 m²,
 - 30 % de la surface de plancher initiale à la date d'application du présent règlement, en une ou plusieurs fois, pour les bâtiments possédant initialement une surface de plancher supérieure à 100 m².
- Les annexes aux bâtiments d'habitation sous condition de ne pas excéder 30 m² de surface de plancher et d'être implantées à moins de 30 mètres de la résidence principale.
- Les changements de destination et aménagements des constructions pour l'habitat, le tourisme et les activités économiques, sous condition que celles-ci soient désignées sur les documents graphiques du PLU et que ce changement de destination ne compromette l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Conséquences attendues

Le Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas d'aménagements ou d'équipements structurants sur la forêt de Moulière ou sur sa périphérie immédiate. La gestion de cet espace restera à dominante agricole et sylvicole avec un usage touristique limité. La fréquentation touristique demeurera en effet ponctuelle (les weekend en saison estivale notamment) et son incidence se limitera à la fonction de stationnement sur le secteur du « Grand Recoin » et au passage de randonneurs.

Les constructions et aménagements autorisées dans les secteurs Ap et N sont de faible ampleur et se limitent à l'extension limitée du bâti existant, à la réalisation de constructions de faible importance (annexes) ainsi qu'à la réutilisation de bâtiments existants. Le principe de regroupement des constructions est imposé, ce qui évite notamment de générer des dérangements supplémentaires pour les espèces d'oiseaux vivant sur le site.

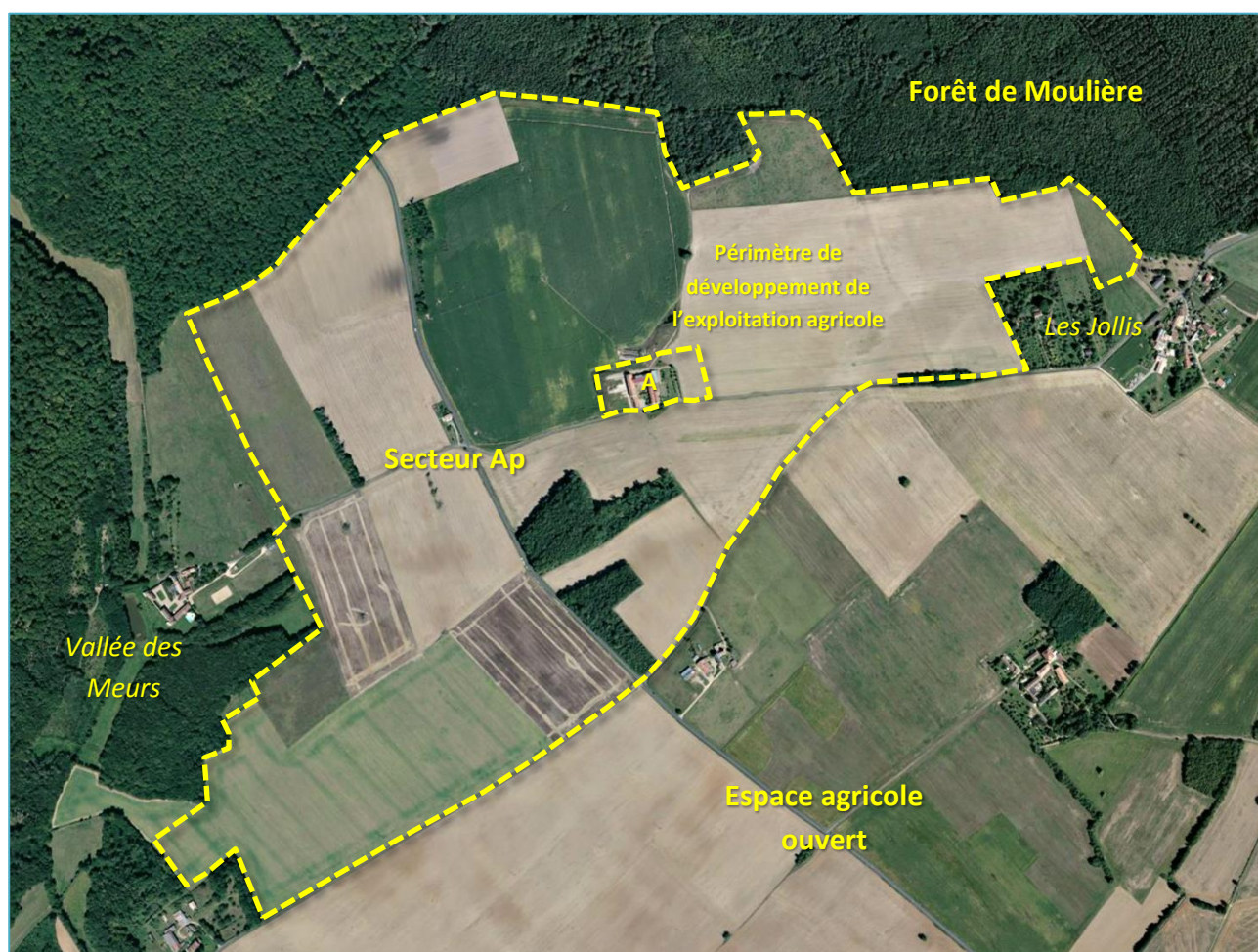
- L'adoption du plan n'autorisera pas de projets susceptibles de générer des conséquences dommageables sur la richesse biologique de la Zone de Protection Spéciale.

A LA PÉRIPHÉRIE DU SITE NATURA 2000

DÉLIMITATION DES SECTEURS

Afin de prendre en compte simultanément les orientations n°1B « *Protéger les réservoirs de biodiversité* » et 7A « *Favoriser le développement des activités agricoles et sylvicoles* » du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, le Plan Local d'Urbanisme délimite deux un secteur Agricole Protégé « Ap » sur une superficie de 118 hectares au Nord-Ouest de la commune, à l'interface entre la forêt de Moulière et l'espace agricole ouvert.

Espace agricole protégé pour le potentiel agronomique des terres et pour son intérêt écologique.



Source : zonage PLU - Echelle : 1/12 500

La délimitation du secteur Ap recoupe les périmètres conjugués de la Zone de Protection Spéciale et de la Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux, afin de prendre en compte au mieux les enjeux écologiques sur cet espace et d'intégrer notamment les petits boisements présents plus au Sud.

Sur ce site, le principe de protection des terres agricoles est affirmé mais où les constructions et aménagements, notamment agricoles, sont interdits afin de protéger les zones de lisière boisée du dérangement et de la destruction directe consécutifs à l'implantation de nouvelles activités.

L'enjeu du développement des activités agricoles et sylvicoles est pris en compte par la délimitation d'un secteur de développement agricole « A » d'une superficie de 3,8 hectares autour de l'exploitation agricole des Tiffalières. Le secteur « A » autorise les constructions et aménagements agricoles afin de permettre l'adaptation économique de l'entreprise.

Le règlement de ces secteurs est précisé ci-après.

RÈGLEMENTATION DU SECTEUR AP

En raison de la vocation protectrice du secteur « AP », le règlement qui s'y applique est de nature fermée. Toutes les constructions qui ne sont pas explicitement autorisées, y sont interdites. De plus, le règlement de ce secteur interdit explicitement toute construction susceptible de porter atteinte aux activités agricoles, ainsi qu'à la sauvegarde des milieux naturels.

Constructions et activités interdites dans les secteurs Ap

- *Toute construction, autre que celles définies ci-après.*
- *Toute construction susceptible de porter atteinte aux activités agricoles, ainsi qu'à la sauvegarde des milieux naturels.*
- *De façon générale, toute activité susceptible de créer ou de subir des nuisances : altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et des éléments toxiques...*

Constructions et activités soumises à des conditions particulières dans les secteurs Ap et N

- *Les extensions aux bâtiments d'habitation sous condition de ne pas excéder :*
 - *50 % de la surface de plancher initiale à la date d'application du présent règlement, en une ou plusieurs fois, pour les bâtiments possédant initialement une surface de plancher inférieure à 100 m²,*
 - *30 % de la surface de plancher initiale à la date d'application du présent règlement, en une ou plusieurs fois, pour les bâtiments possédant initialement une surface de plancher supérieure à 100 m².*
- *Les annexes aux bâtiments d'habitation sous condition de ne pas excéder 30 m² de surface de plancher et d'être implantées à moins de 30 mètres de la résidence principale.*
- *Les changements de destination et aménagements des constructions pour l'habitat, le tourisme et les activités économiques, sous condition que celles-ci soient désignées sur les documents graphiques du PLU et que ce changement de destination ne compromette l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.*

RÈGLEMENTATION DU SECTEUR A

En raison de sa vocation dédiée au développement des activités agricoles, le règlement de la zone « A » autorise les constructions et aménagements liés et nécessaires aux activités agricoles, ainsi que l'évolution limitée du bâti existant sur le lieu-dit « La Tiffalière » (extension d'habitation et construction de petites annexes).

Constructions et activités interdites dans le secteur A

- *Toute construction, autre que celles définies à l'article 2.*
- *Toute construction susceptible de porter atteinte aux activités agricoles.*

- En zone inondable, désignée dans les documents graphiques par une trame spécifique, toute nouvelle construction à l'exception des extensions et réhabilitations des bâtiments existants et sous condition de mise hors d'eau des équipements sensibles à l'eau.
- Tout type d'activité, autre que celles définies à l'article 2.

Constructions et activités soumises à des conditions particulières en secteur A

- Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole sous condition d'être implantées à moins de 100 mètres des bâtiments agricoles existants. Cette condition ne s'applique pas dans le cas de la création d'une nouvelle activité agricole ou de la relocalisation d'un siège d'entreprise agricole.
- Les constructions et installations nécessaires au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole, sous condition de leur agrément par le code rural et de la pêche maritime.
- Les extensions aux bâtiments d'habitation sous condition de ne pas excéder :
 - 50 % de la surface de plancher initiale à la date d'application du présent règlement, en une ou plusieurs fois, pour les bâtiments possédant initialement une surface de plancher inférieure à 100 m²,
 - 30 % de la surface de plancher initiale à la date d'application du présent règlement, en une ou plusieurs fois, pour les bâtiments possédant initialement une surface de plancher supérieure à 100 m².
- Les annexes aux bâtiments d'habitation sous condition de ne pas excéder 30 m² de surface de plancher et d'être implantées à moins de 30 mètres de la résidence principale.
- Les changements de destination et aménagements des constructions pour l'habitat, le tourisme et les activités économiques, sous condition que celles-ci soient désignées sur les documents graphiques du PLU et que ce changement de destination ne compromette l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

CONSÉQUENCES ATTENDUES

Les constructions et aménagements autorisées dans le secteur Ap sont de faible ampleur et se limitent à l'extension limitée du bâti existant, à la réalisation de constructions de faible importance (annexes) ainsi qu'à la réutilisation de bâtiments existants. Le principe de regroupement des constructions est imposé, ce qui évite notamment de générer des dérangements supplémentaires pour les espèces d'oiseaux vivant sur le site.

En secteur A, le développement de l'exploitation agricole des *Tiffalières* sera réalisé sur sa périphérie immédiate et n'engendrera pas de dérangement supplémentaire en raison de la présence humaine et des activités déjà existantes.

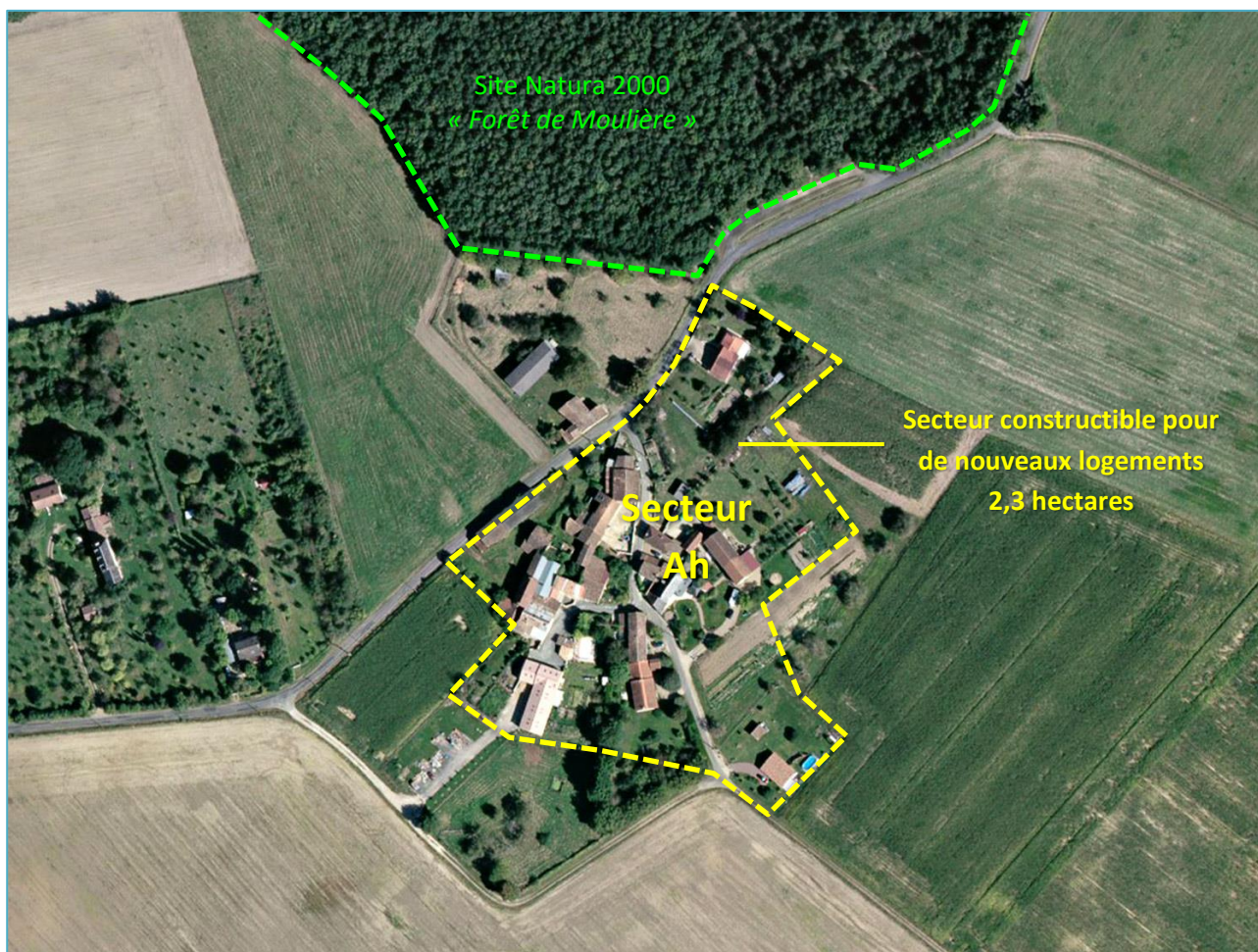
- **L'adoption du plan n'autorisera pas de projets susceptibles de générer des conséquences dommageables sur la richesse biologique de la Zone de Protection Spéciale.**

SUR LE HAMEAU DES « JOLLIS »

DÉLIMITATION DES SECTEURS

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables prévoit dans son orientation n°4B de « *conserver un espace rural vivant et accueillant* » en permettant l'implantation de quelques constructions sur le hameau des Jollis. Ce hameau est localisé à proximité immédiate de la forêt de Moulière, en continuité du site Natura 2000.

Secteur de taille et de capacité d'accueil limitées pour le développement de l'habitat



Source : zonage PLU - Echelle : 1/3 500

La délimitation de ce secteur est réalisée au plus près des constructions existantes, en intégrant quelques espaces de jardins au sein du hameau, susceptibles de recevoir un nombre limité de nouvelles constructions destinées à l'habitation. Les jardins périphériques sont préservés afin de maintenir une transition avec l'espace agricole ouvert.

Le règlement de ce secteur est précisé ci-après.

RÈGLEMENTATION DU SECTEUR AH

En raison de sa vocation d'accueil limité, le règlement du secteur « Ah » autorise les constructions destinées à l'habitat sous certaines conditions de hauteur, d'implantation et de densité, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, de la zone.

- **Constructions et activités interdites dans le secteur Ah**

- *Toute construction, autre que celles définies à l'article 2.*
- *Toute construction susceptible de porter atteinte aux activités agricoles.*
- *De façon générale, toute activité susceptible de créer ou de subir des nuisances : altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et des éléments toxiques...*

- **Constructions et activités soumises à des conditions particulières en secteur Ah**

- *Les constructions destinées à l'habitation sous condition que leur surface de plancher n'excèdent pas 50% de l'unité foncière supportant le projet.*
- *Les extensions aux bâtiments d'habitation sous condition de ne pas excéder :*
 - *50 % de la surface de plancher initiale à la date d'application du présent règlement, en une ou plusieurs fois, pour les bâtiments possédant initialement une surface de plancher inférieure à 100 m²,*
 - *30 % de la surface de plancher initiale à la date d'application du présent règlement, en une ou plusieurs fois, pour les bâtiments possédant initialement une surface de plancher supérieure à 100 m².*
- *Les annexes aux bâtiments d'habitation sous condition de ne pas excéder 30 m² de surface de plancher et d'être implantées à moins de 30 mètres de la résidence principale.*
- *Les changements de destination et aménagements des constructions pour l'habitat, le tourisme et les activités économiques, sous condition que celles-ci soient désignées sur les documents graphiques du PLU et que ce changement de destination ne compromette l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.*

CONSÉQUENCES ATTENDUES

Les constructions et aménagements autorisées dans le secteur Ah sont de faible ampleur et se limitent à l'implantation d'un nombre réduit de logements au sein d'un hameau existant, sans extension majeure sur l'espace agricole ou naturel. Le principe de regroupement des constructions est imposé, ce qui évite notamment de générer des dérangements supplémentaires pour les espèces d'oiseaux vivant sur le site.

- **Cette densification limitée n'est pas susceptible de générer des conséquences dommageables sur le fonctionnement écologique du site Natura 2000.**

TROISIÈME PARTIE

EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR LE PROJET

CHOIX RETENUS AU REGARD DES OBJECTIFS DE PROTECTION ÉTABLIS

Le document d'objectifs de la Zone de Protection Spéciale comporte plusieurs objectifs opérationnels visant à pérenniser les habitats forestiers et leur capacité à assurer le cycle de vie et de reproduction de l'avifaune. Les choix retenus dans le Plan Local d'Urbanisme sont évalués et expliqués au regard de leur pertinence par rapport à ces objectifs.

Explication des choix retenus au regard des objectifs de protection communautaires

DOCOB Objectifs établis au niveau communautaire ↓	Correspondance avec les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L.151-4 du Code de l'Urbanisme ¹		
	Projet d'Aménagement et de Développement Durables	Orientations d'aménagement et de programmation	Règlement et servitudes d'urbanisme
Diversifier les traitements sylvicoles assurant la couverture pérenne de gros bois et la présence de milieux ouverts	Orientation 1B : « Protéger les réservoirs de biodiversité »	Sans correspondance	Inscription en tant qu'espace boisé classé du Massif Forestier de Moulière afin d'éviter les coupes « à blanc » et d'inciter à diversifier les âges des peuplements forestiers sur chaque parcelle
Conserver des milieux naturels associés à la forêt	Orientation 1B : « Protéger les réservoirs de biodiversité »	Sans correspondance	Délimitation de secteurs naturels « N » et agricoles protégés « Ap » limitant fortement les possibilités de constructions et d'aménagements, notamment agricoles, sur les périphéries de la forêt de Moulière.
Sécuriser la nidification d'espèces sensibles	Hors champ d'application réglementaire du PLU		
Améliorer la transition forêt / milieux ouverts	Orientation 1C « Préserver et restaurer la biodiversité ordinaire ainsi que le cadre de vie »	Sans correspondance	Inscription en tant qu'éléments de paysage à protéger des petits boisements assurant la transition entre la forêt de Moulière et l'espace agricole ouvert

¹ Cf. article R.151-3-4 du Code de l'Urbanisme

Explication des choix retenus au regard des objectifs de protection communautaires

DOCOB Objectifs établis au niveau communautaire ↓	Correspondance avec les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L.151-4 du Code de l'Urbanisme ²		
	Projet d'Aménagement et de Développement Durables	Orientations d'aménagement et de programmation	Règlement et servitudes d'urbanisme
Conserver / obtenir un paysage mixte et structuré	Orientation 1C « Préserver et restaurer la biodiversité ordinaire ainsi que le cadre de vie »	Sans correspondance	Inscription en tant qu'éléments de paysage à protéger des haies assurant la transition entre la forêt de Moulière et l'espace agricole ouvert
Réduire la dangerosité des équipements (lignes et poteaux électrique)	Hors champ d'application réglementaire du PLU		
Préserver les lisières de l'urbanisation	Orientation 4A « Epaissir le bourg à long terme » Orientation 4B « Conserver un espace rural vivant et accueillant »	Sans correspondance	Délimitation de secteurs naturels « N » et agricoles protégés « Ap » limitant fortement les possibilités de constructions et d'aménagements, notamment agricoles, sur les périphéries de la forêt de Moulière.
Sensibiliser la population et les élus locaux	Orientation 1A « Développer la Connaissance »	Sans correspondance	Actions de nature pédagogique visant à informer sur les enjeux en matière de biodiversité (panneaux, randonnées découvertes ...) ;
Adapter le périmètre	Hors champ d'application réglementaire du PLU		
Suivre et évaluer	Orientation 1A « Développer la Connaissance »	Sans correspondance	Définition d'indicateurs environnementaux dans l'évaluation environnementale du document d'urbanisme

La conception du projet d'urbanisme intègre en amont les enjeux environnementaux de la Zone de Protection Spéciale en prévoyant dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de mieux connaître l'environnement pour mieux le protéger. Cette orientation majeure est traduite dans le projet de territoire par des dispositions réglementaires concrètes qui garantissent la pérennité des habitats forestiers et agricoles permettant aux espèces protégées d'assurer leur cycle de vie et de reproduction.

² Cf. article R.151-3-4 du Code de l'Urbanisme.

CHOIX RETENUS AU REGARD DE SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES

TENANT COMPTE DES OBJECTIFS D'APPLICATION DU PLAN

L'application des dispositions réglementaires du PLU conduit à éviter toute conséquence dommageable sur la biodiversité et le fonctionnement écologique du site Natura 2000. Les choix opérés assurent donc de manière optimale la prise en compte des enjeux environnementaux dans les limites fixées par le champ d'application réglementaire du PLU.

Dans ce contexte, toute solution de substitution conduirait à une efficacité environnementale au moins équivalente, voire inférieure. L'étude de scénarios alternatifs permettant la réalisation des objectifs d'application du plan n'apparaît donc pas comme pertinente.

TENANT COMPTE DU CHAMP D'APPLICATION GÉOGRAPHIQUE DU PLAN

La conception du Plan Local d'Urbanisme a été réalisée à l'échelle du territoire de la commune de Liniers, intégrant les enjeux environnementaux globaux du site Natura 2000. Les réflexions ont été élargies à la périphérie du site Natura 2000, en intégrant notamment le périmètre de la Zone Intéressante pour la Conservation des Oiseaux, pour prendre en compte la richesse biologique induite par les effets de lisière des petits boisements.

Dans le contexte d'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme communal, et en l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale approuvé, la mise en œuvre de solutions de substitution s'affranchissant de la limite communale n'apparaît pas comme réaliste. L'absence d'un projet global de territoire sur cette partie du département de la Vienne ne permet pas en effet d'appréhender l'aménagement du territoire de manière simultanée sur l'ensemble du site Natura 2000 et de sa périphérie.

A terme, la réalisation future d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, portée par la Communauté Urbaine de Poitiers, pourra engager de telles réflexions.

QUATRIÈME PARTIE

MESURES ENVISAGÉES POUR ÉVITER, RÉDUIRE ET COMPENSER LES CONSÉQUENCES DOMMAGEABLES

MESURES ENVISAGÉES POUR ÉVITER LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES

Dans la conception amont du projet, le Plan Local d'Urbanisme de Liniers intègre les enjeux induits par la sensibilité écologique du territoire, afin d'éviter de générer des conséquences dommageables sur l'environnement. Cette prise en compte est transcrite règlementairement par la délimitation de secteurs protecteurs, limitant fortement les possibilités d'aménagements et de constructions sur les secteurs les plus fragiles. Le plan n'autorise pas la destruction de milieux naturels et n'est pas susceptible d'altérer le fonctionnement du réseau écologique par la rupture de corridors écologiques.

Les conséquences dommageables étant ainsi évitées dans la conception même du projet, il n'est pas envisagé de mesures spécifiques complémentaires pour atteindre cet objectif.

MESURES ENVISAGÉES POUR RÉDUIRE LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES

L'adoption du Plan Local d'Urbanisme de Liniers n'est pas susceptible de générer des conséquences dommageables sur les espaces protégés pour la biodiversité. Il n'est donc pas envisagé de mesures destinées à réduire les conséquences du plan sur leur environnement.

MESURES ENVISAGÉES POUR COMPENSER LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES

L'adoption du Plan Local d'Urbanisme de Liniers n'est pas susceptible de générer des conséquences dommageables sur les espaces protégés pour la biodiversité. Il n'est donc pas envisagé de mesures destinées à compenser les conséquences du plan sur leur environnement.

CINQUIÈME PARTIE

CRITÈRES, INDICATEURS ET MODALITÉS RETENUS POUR L'ANALYSE DES RÉSULTATS

MODALITÉS RETENUES

Afin d'identifier à un stade précoce les incidences négatives imprévues et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées, il est proposé la rédaction d'un rapport d'analyse des effets du plan sur l'environnement à la moitié de la période prévue pour la mise en œuvre du projet. Il contiendra des données chiffrées sur l'année en cours concernant les indicateurs exposés ci-après.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables est défini sur une période de 15 ans. La constitution du rapport d'analyse pourrait donc avoir lieu 7 ans après l'approbation du Plan Local d'Urbanisme, soit au cours de l'année 2023.

La commission environnement pourra se réunir pour examiner les conclusions de ce rapport et, si nécessaire, proposer au Conseil Communautaire de réorienter ou de compléter certaines décisions en matière d'aménagement. Une modification du Plan Local d'Urbanisme pourra être décidée suite à ce débat.

RAPPEL DU CADRE RÉGLEMENTAIRE

Article R151-23 du Code de l'Urbanisme

Au titre de l'évaluation environnementale, lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 [...]. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les incidences négatives imprévues et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

Article L123-27 du Code de l'Urbanisme

Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme [...] le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L. 101-2 [...]. L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan.

Article L101-2 du Code de l'Urbanisme

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1) L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;

e) Les besoins en matière de mobilité ;

2) La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3) La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4) La sécurité et la salubrité publiques ;

5) La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6) La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7) La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

INDICATEURS DE SUIVI DES EFFETS DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

POUR LES PRINCIPES D'ÉQUILIBRE DANS L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

« L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs d'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
- e) Les besoins en matière de mobilité. »

Indicateurs retenus pour les principes d'équilibre dans l'aménagement du territoire

Objectifs	Indicateur de suivi	Etat initial	Etat relevé en 2025
L'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales.	Répartition de l'implantation des nouveaux logements entre bourg et espace rural		
Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux.	Logements construits en mutation		
	Logements construits en densification		
	Logements construits en extension		
L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels.	Prévision et réalisation de consommation d'espace agricole, naturel ou forestier		
	Part du territoire consacré à la préservation des espaces affectés aux activités agricoles		
	Part du territoire consacré à la protection des sites, des milieux et paysages naturels.		
La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables.	Nombre d'éléments bâtis protégés au titre de l'article L151-19 du Code de l'urbanisme		
Les besoins en matière de mobilité.	Part des différents modes de déplacements dans les trajets quotidiens		

POUR LA QUALITÉ URBAINE, ARCHITECTURALE ET PAYSAGÈRE

« L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs de qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville »

Indicateurs retenus pour la qualité urbaine, architecturale et paysagère

Objectifs	Indicateur de suivi	Etat initial	Etat relevé en 2025
Qualité urbaine	Sans objet à Liniers	∅	∅
Qualité architecturale et paysagère	Comparaisons photographiques		

POUR LA DIVERSITÉ DES FONCTIONS ET LA MIXITÉ SOCIALE DANS L'HABITAT

« L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à prévoir des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile »

Indicateurs retenus pour la diversité des fonctions et la mixité sociale dans l'habitat

Objectifs	Indicateur de suivi	Etat initial	Etat relevé en 2025
Capacités de satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat.	Rythme de production de nouveaux logements		
	Typologie des logements		
	Mode d'occupation des logements		
Capacités de satisfaction, des besoins présents et futurs de l'ensemble des activités économiques.	Nombre d'artisans présents sur la commune		
	Devenir du site de l'ancienne coopérative		
Capacités de satisfaction, des besoins présents et futurs de l'ensemble des activités touristiques.	Fréquentation de la forêt de Moulière		
	Fréquentation du Poney Club de la Chaise		

Objectifs	Indicateur de suivi	Etat initial	Etat relevé en 2025
Capacités de satisfaction, des besoins présents et futurs de l'ensemble des activités sportives.	Voir travaux des ateliers participatifs		
Capacités de satisfaction, des besoins présents et futurs de l'ensemble des activités culturelles.	Nombre d'associations présentes sur la commune		
Capacités de satisfaction, des besoins d'équipements publics.	Voir travaux des ateliers participatifs		
Capacités de satisfaction, des besoins d'équipements commerciaux	Voir évolution de la fréquentation des commerces à Lavoux		
Répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services	Répartition de l'implantation des nouveaux logements entre bourg et espace rural		
Amélioration des performances énergétiques	Consommation globale d'électricité. Nombre de constructions BBC		
Développement des communications électroniques	Débits de l'Internet fixe et de la téléphonie mobile sur le territoire.		
Diminution des obligations de déplacements motorisés	Trafic routier sur les RD 1, RD6 et RD20.		
Développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile	Utilisation de l'aire de covoiturage et fréquentation de la ligne de bus n°102		

POUR LA SÉCURITÉ ET LA SALUBRITÉ PUBLIQUES

« L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs de sécurité et de salubrités publiques »

Indicateurs retenus pour la sécurité et la salubrité publiques

Objectifs	Indicateur de suivi	Etat initial	Etat relevé en 2025
Salubrité publique	Qualité des rejets de la station d'épuration du bourg		
	Fonctionnement du service public de ramassage des déchets		
Sécurité publique	Accidents relevés sur le réseau viaire		

POUR LA PRÉVENTION DES RISQUES, POLLUTIONS ET NUISANCES

« L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs de prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature. »

Indicateurs retenus pour la prévention des risques, pollutions et nuisances

Objectifs	Indicateur de suivi	Etat initial	Etat relevé en 2025
Prévention des risques naturels prévisibles	Nombre d'actes d'urbanisme en zone inondable		
	Dégâts occasionnés par les inondations par ruissellement		
Prévention des risques miniers et technologiques	Sans enjeux à Liniers	Ø	Ø
Prévention des pollutions et des nuisances	Sans enjeux à Liniers	Ø	Ø

POUR LA PROTECTION DES MILIEUX NATURELS ET DES PAYSAGES

« L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs de protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques »

Indicateurs retenus pour la protection des milieux naturels et des paysages

Objectifs	Indicateur de suivi	Etat initial	Etat relevé en 2025
Protection des milieux naturels et des paysages.	Comparaisons photographiques		
Préservation de la qualité de l'air.	Sans enjeux à Liniers		
Préservation de la qualité de l'eau.	Qualité des rejets de la station d'épuration		
	Qualité de l'eau au captage de Charassé		
Préservation de la qualité du sol, du sous-sol et des ressources naturelles.	Estimation de la consommation d'eau potable par habitat et par an		
Préservation de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts.	Eléments de la trame verte et bleue préservés dans le PLU		
Création, préservation et remise en bon état des continuités écologiques.	Mares acquises et réhabilitées par la commune		

POUR LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

« L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs de La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables. »

Indicateurs retenus pour le suivi de la lutte contre le changement climatique

Objectifs	Indicateur de suivi	Etat initial	Etat relevé en 2025
Lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement	Evolution du linéaire de liaisons douces communales		
Réduction des émissions de gaz à effet de serre, et économie des ressources fossiles	Parts des modes de déplacements pour les trajets domicile-travail		
Maîtrise de l'énergie et production énergétique à partir de sources renouvelables	Installations de production d'énergie renouvelable individuelles (solaire, éolien, géothermie...)		

INDICATEURS DE SUIVI DES EFFETS DU PLAN SUR LE SITE NATURA 2000

INDICATEURS LIÉS À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

L'évaluation de l'application du plan sur l'aménagement du territoire sera réalisée sur la base des actes d'urbanisme autorisés par la nouvelle réglementation du droit des sols, mise en place sur le site Natura 2000 et à sa périphérie. Les constructions et aménagements autorisés sont prévus être de faible ampleur sur cette partie de la commune ; il conviendra de préciser cette ampleur sur la base des surfaces de plancher créées, ainsi que de la superficie des terrains d'assiette concernés.

Analyse des résultats de l'application du plan en matière d'aménagement du territoire

	Secteur Naturel « N »	Secteur Agricole Protégé « Ap »	Secteur agricole « A »	Secteur Agricole Habitat « Ah »
Nombre de déclarations préalables 2016-2023				
Nombre de permis de construire 2016-2023				
Nombre de permis d'aménager 2016-2023				
Total : terrains d'assiette des opérations (Ha)				
Total : surfaces de plancher créées (m ²)				

Au regard de l'ampleur des actes d'urbanisme autorisés, cette analyse pourra conduire la collectivité à engager une modification de son Plan Local d'Urbanisme pour renforcer et préciser le règlement du droit des sols, si besoins est.

INDICATEURS LIÉS À LA RICHESSE BIOLOGIQUE DU SITE

L'évaluation des conséquences de l'application du plan sur la richesse biologique du site sera réalisée sur la base des inventaires naturalistes connus sur le site Natura 2000. Celle-ci s'appuiera notamment sur les données contenues dans le document d'objectifs pour définir un état antérieur de l'environnement, qui sera comparé à l'état constaté lors de l'évaluation du plan prévue en 2023.

Afin de faciliter cet exercice, l'analyse comparative sera réalisée sur trois secteurs porteurs d'enjeux spécifiques :

- Le site du Grand Recoin, pour l'enjeu de dérangement des espèces lié à la fréquentation touristique
- Le hameau des Jollis, pour l'enjeu de conservation des habitats suite au développement résidentiel limité, ainsi qu'en raison de la présence du busard Saint Martin en 2003 sur le site
- Le hameau de la Chaise, pour l'enjeu de dérangement des espèces lié à la fréquentation touristique, ainsi qu'en raison de la présence du Pie-Grièche écorcheur en 2003 sur le site.

Evaluation des conséquences de l'application du plan sur la richesse biologique

	Secteur 1 Le Grand Recoin et alentours		Secteur 2 Hameau des Jollis et alentours		Secteur 2 Hameau de la Chaise et alentours	
Analyse des résultats	Etat antérieur	Année 2023	Etat antérieur	Année 2023	Etat antérieur	Année 2023
Fauvette Pitchou						
Engoulevent d'Europe						
Busard Saint-Martin			Observé en 2003			
Busard Cendré						
Pic Mar						
Circaète Jean le Blanc						
Œdicnème criard						
Milan noir						
Pie-Grièche écorcheur					Observé en 2003	
Bilan de la richesse biologique globale sur chaque secteur						

Au regard de l'évolution constatée de la richesse biologique présente sur les différents secteurs, cette analyse pourra conduire la collectivité à engager une modification de son Plan Local d'Urbanisme pour renforcer et préciser le règlement du droit des sols, si besoins est.

SIXIÈME PARTIE

RESUMÉ NON-TECHNIQUE ET MANIÈRE DONT L'ÉVALUATION A ÉTÉ EFFECTUÉE

RÉSUMÉ NON TECHNIQUE DU PROJET

LE CONSTAT ET LES ENJEUX

Liniers est une commune de 565 habitants (au recensement INSEE de 2016), localisée à l'Est de l'agglomération de Poitiers, dans le département de la Vienne. Elle s'inscrit dans le territoire rural, mais sous forte influence urbaine, de Vienne et Moulière. Liniers peut en ce sens être qualifiée de « commune rurale », multipolarisée par trois pôles d'emplois : Poitiers, Chauvigny et la technopole du Futuroscope.

Au sein de cette entité géographique, le projet a pour objectif central d'organiser le développement résidentiel, sans remettre en cause le caractère rural du territoire et sans générer d'incidences sur les activités agricoles ou les milieux naturels. L'attractivité de Liniers est en effet importante avec une hausse de la population de 75% depuis 1975 : un nombre croissant de personnes souhaite venir habiter à Liniers en raison de la qualité de son cadre de vie et d'un coût plus modéré de l'immobilier, comparativement à la proche périphérie de Poitiers.

L'installation de nouveaux ménages soutient une demande en logements continue qui se traduit par l'absence de logements vacants sur le territoire et un rythme moyen de production de 3 logements neufs par an depuis 10 ans. Ainsi, la réalisation de 31 logements entre le 1er janvier 2006 et le 1er janvier 2016 a nécessité l'urbanisation de 5,9 hectares de terrains, soit une consommation foncière moyenne de 1920 m² par construction. Le développement de l'habitat a été réalisé exclusivement au sein du bourg de Liniers, ou à sa périphérie ainsi qu'au sein du hameau de la Loge, conformément aux prescriptions réglementaires du Plan d'Occupation des Sols.

Le contexte environnemental : les réservoirs de biodiversité

Ce développement s'effectue dans un contexte territorial riche en matière environnementale, avec notamment la présence du massif forestier de Moulière. Ce dernier constitue un réservoir de biodiversité très important en assurant le cycle de vie et de reproduction de nombreuses espèces inféodées aux écosystèmes forestiers. La forêt de Moulière bénéficie en ce sens d'une protection grâce à son intégration au réseau européen Natura 2000, sous la dénomination suivante :

- La Zone de Protection Spéciale (ZPS) FR5410014 « *Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran* », intégrée au réseau européen Natura 2000.

La ZPS est définie dans le cadre de la directive européenne « oiseaux » et sa délimitation sur la commune motive l'évaluation environnementale du Plan Local d'Urbanisme. Elle répond à des enjeux de protection de l'avifaune et porte les objectifs suivants :

- › Consolidation : *Fauvette pitchou, Engoulevent d'Europe, Busard Saint-Martin et Busard cendré*
- › Maintien : *Pic mar et Circaète Jean-le-Blanc*
- › Suivi attentif : *Ædicnème criard, Milan noir et Pie-grièche écorcheur*

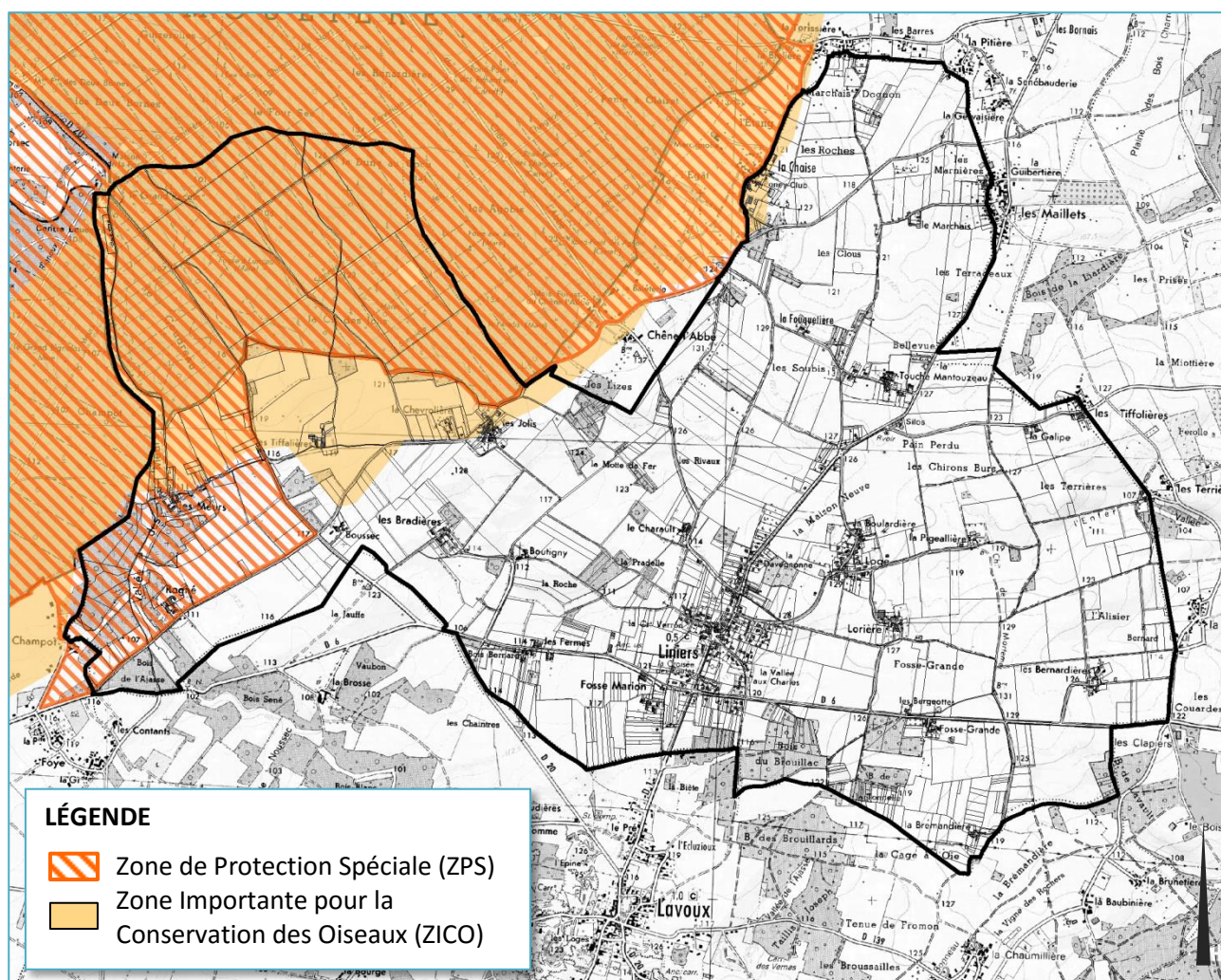
La Zone de Protection Spéciale remplace la Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO) qui constituait un inventaire européen de reconnaissance de la richesse biologique et dont le périmètre était sensiblement plus étendu que celui de la ZPS afin d'intégrer les espaces périphériques de la forêt de Moulière, où se développe une partie de l'avifaune. Ce périmètre est pris en compte dans la définition des réservoirs de biodiversité de la trame verte et bleue sur la commune.

Les enjeux de protection portés par le site Natura 2000 rejoignent ceux mis en avant dans le cadre de deux inventaires nationaux de reconnaissance de la richesse biologique :

- La Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 2 « Forêt de Moulière » dont le périmètre, les inventaires et les enjeux sont identiques à ceux de la ZPS qu'elle a temporellement et institutionnellement précédé.
- La Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1 « Forêt de Moulière » qui met également en avant l'intérêt ornithologique important de la forêt caducifoliée calcifuge, ainsi que la présence d'une espèce patrimoniale de batracien (le sonneur à ventre jaune) et de mammifères (martre, cerfs élaphe).

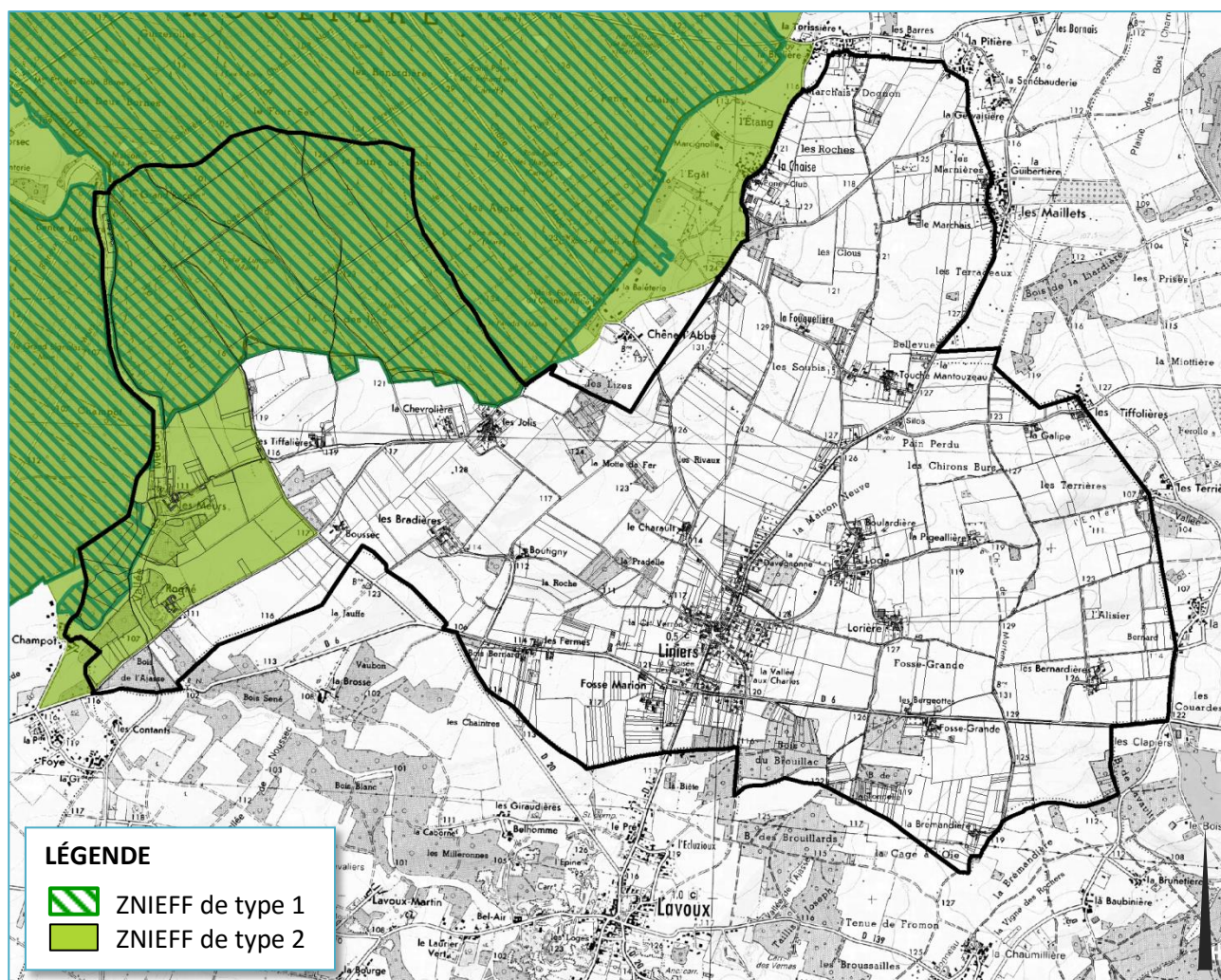
Compte-tenu des espèces patrimoniales présentes sur l'ensemble de ces sites, la protection de ces réservoirs de biodiversité revêt un enjeu prioritaire. Il importe en particulier d'éviter tout défrichement ou coupe à blanc des espaces boisés.

Périmètre des espaces protégés sur la commune de Liniers



Source : cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25 et INPN - Échelle : 1/35 000

Périmètre des espaces importants sur la commune de Liniers



Source : cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25 et INPN - Échelle : 1/35 000

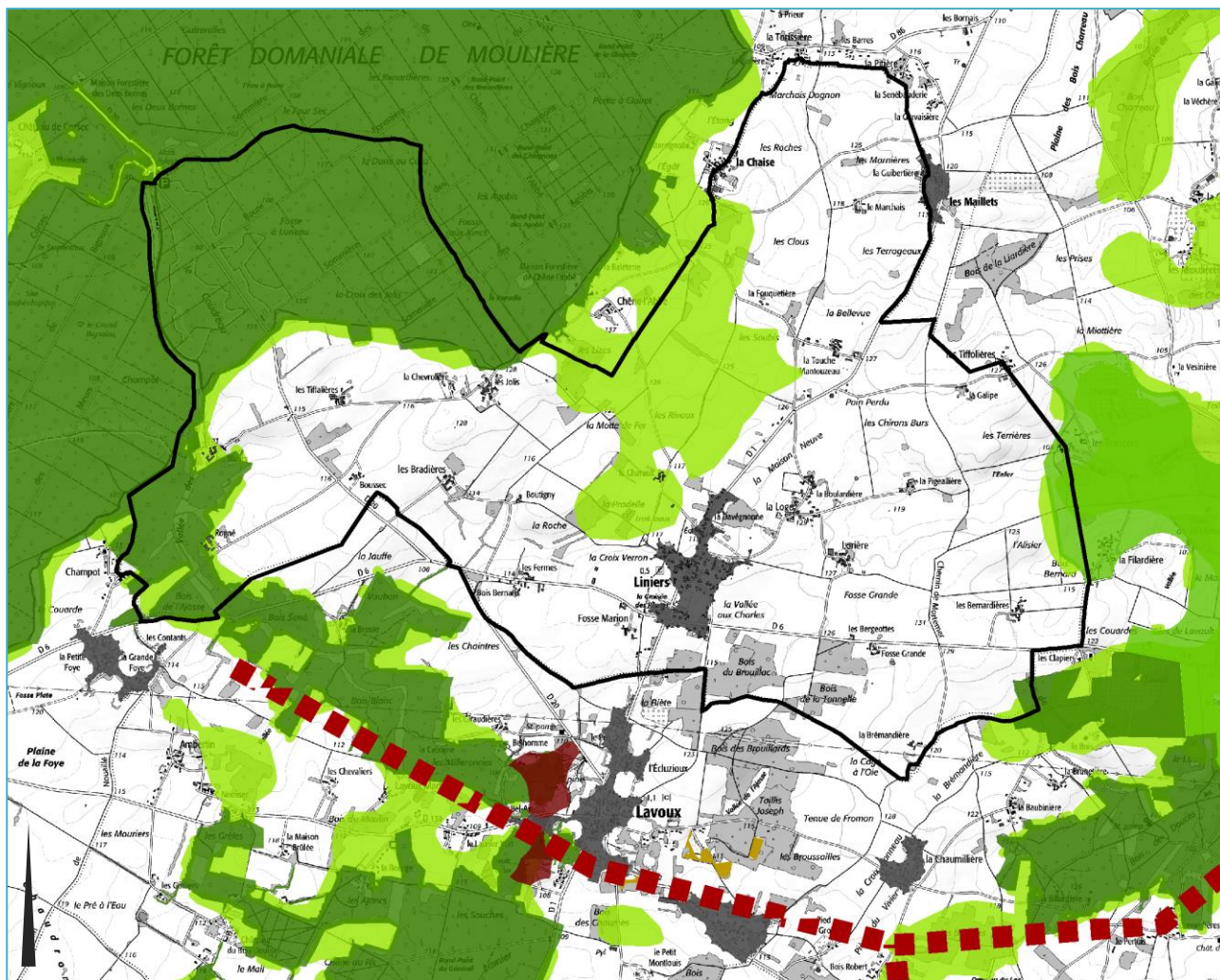
Le contexte environnemental : les corridors écologiques

En complément des réservoirs de biodiversité, le fonctionnement écologique du territoire est assuré par plusieurs corridors écologiques :

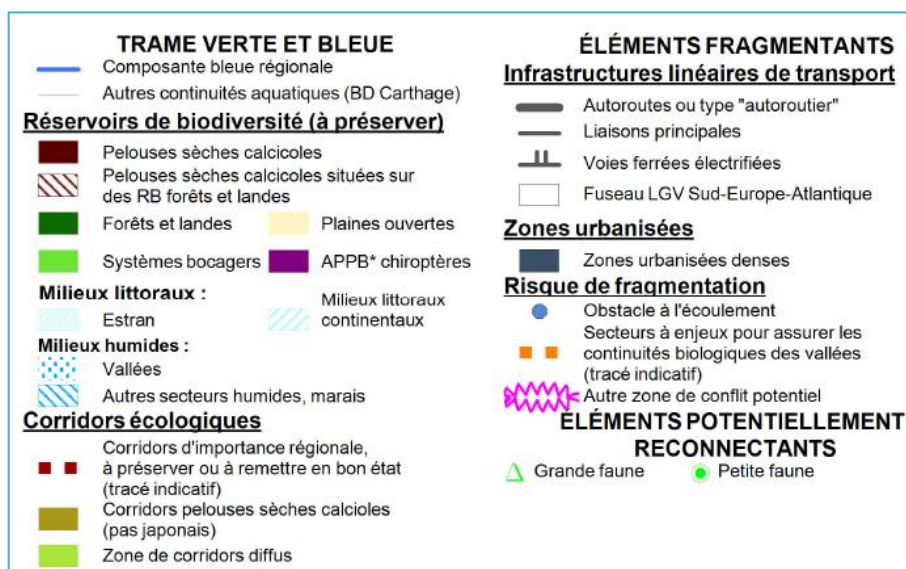
- › Un corridor écologique d'importance régionale localisé sur la Vallée des Meurs et qui assure une fonction de liaison entre la Forêt de Moulière et les Bois du Lamier sur Lavoux.
- › Un corridor écologique local au Sud du Bourg de Liniers, en continuité avec Lavoux.

Ces corridors sont constitués d'une succession de boisements implantés en « pas japonais » et reliés entre eux par des espaces agricoles ou naturel. Leur protection revêt un enjeu secondaire. Il importe en particulier d'éviter toute rupture de ces continuités par le développement de l'urbanisation.

Le contexte environnemental : le réseau écologique régional



Source : SIG PARCOURS,
IGN SCAN 25, Cadastre DGFip,
SRCE Poitou-Charentes –
Échelle : 1/40 000



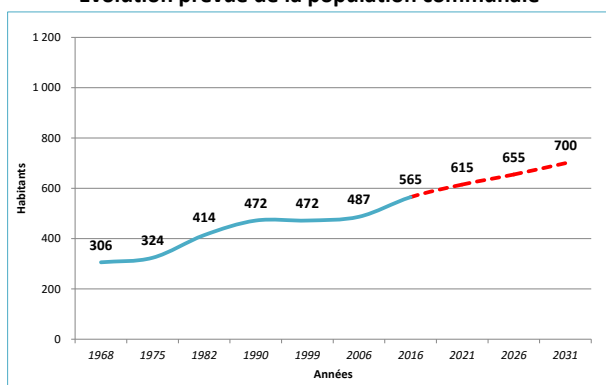
LE PROJET DE LA COLLECTIVITÉ

En raison de ce contexte environnemental fragile et face à la nécessité de maîtriser le développement urbain sur son territoire, le Conseil Municipal de Liniers a décidé de l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme lors de sa séance du 18 juin 2014. Ce document s'articule autour d'un Projet d'Aménagement et de Développement Durables qui définit les grandes orientations en matière d'aménagement du territoire pour les 15 prochaines années :

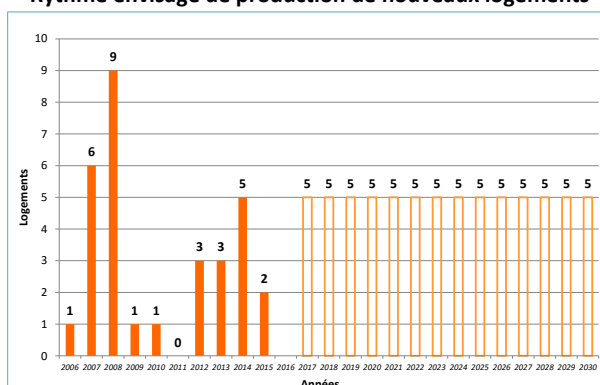
1. Mieux connaître l'environnement pour mieux le protéger
2. Prendre en compte les enjeux énergétiques
3. Renforcer le dynamisme périurbain de la commune
4. Conserver le caractère rural du territoire
5. Assurer la qualité des équipements et des services
6. Favoriser le développement des activités agricoles et sylvicoles dans un contexte rural
7. Valoriser les atouts locaux pour le développement économique

Le projet prévoit notamment de porter la population communale à 700 personnes sous 15 ans, ce qui nécessitera la réalisation d'environ 76 logements (en intégrant le phénomène de desserrement des ménages). L'augmentation du rythme de la construction neuve de 3 à 5 logements par an correspond au choix de la collectivité de « Renforcer le dynamisme périurbain de la commune ».

Evolution prévue de la population communale



Rythme envisagé de production de nouveaux logements

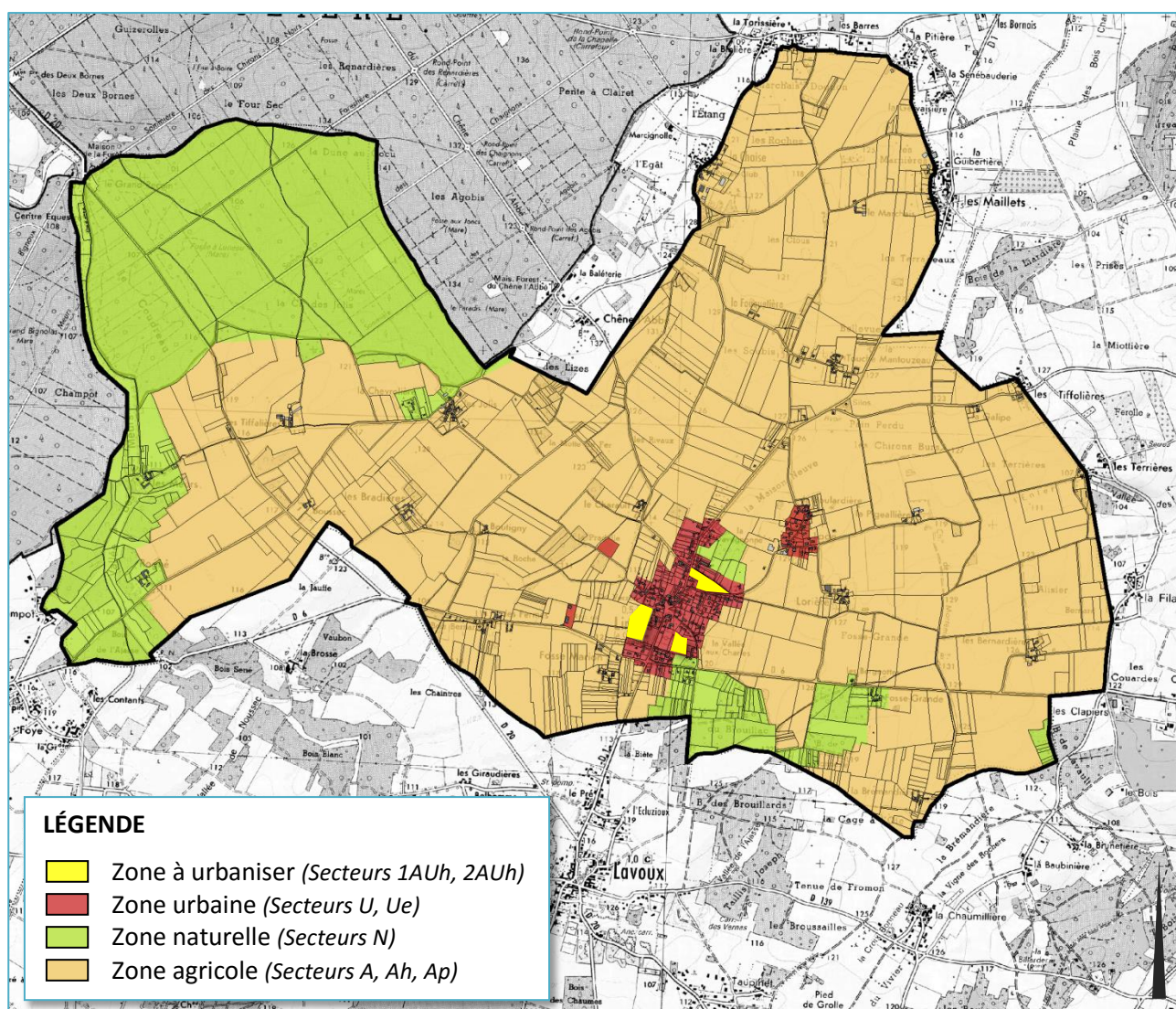


LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Ces grandes orientations sont traduites règlementairement grâce aux outils présents dans le Plan Local d'Urbanisme, et en particulier grâce à la délimitation sur le territoire communal de quatre grandes zones :

- › Une zone urbaine U, qui recoupe les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter, dans une optique de densification sans incidence notable sur l'agriculture ou l'environnement.
- › Une zone à urbaniser AU, qui recoupe les secteurs à caractère naturel ou agricoles de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation pour répondre aux besoins de développement de l'habitat, des activités économiques ou des équipements d'intérêt collectif.
- › Une zone agricole A, qui recoupe les secteurs de la commune à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.
- › Une zone naturelle N, qui recoupe les secteurs naturels et forestiers de la commune présentant un intérêt esthétique, historique ou écologique.

Application du plan : délimitation des principales zones du PLU



Afin de répondre aux besoins identifiés dans le diagnostic, la commune de Liniers délimite dans son Plan Local d'Urbanisme 4,4 hectares de zones à urbaniser à vocation d'habitat, sur des espaces à vocation résidentielle (cœurs d'îlots dans le bourg) ou agricole. Aucune zone à urbaniser n'est délimitée sur des espaces comportant un caractère naturel et/ou porteur d'enjeux écologiques.

La consommation nette d'espace agricole envisagée est de 4,1 hectares sur 15 ans. Le futur document d'urbanisme intègre l'objectif de réduction de la consommation d'espace en reclassant en zone agricole et naturelle 11,3 hectares de secteurs auparavant constructibles autour du bourg (zones U et NA du POS). La délimitation du secteur constructible sur le hameau de la Loge est maintenue. Malgré une augmentation du rythme de développement résidentiel à environ 5 logements neufs par an (contre 3 logements par an initialement), la collectivité réduit très fortement l'utilisation de la ressource foncière.

Le développement de l'habitat est planifié essentiellement sur le bourg de Liniers et est motivé par la présence des équipements publics (mairie, école), des réseaux (desserte par l'assainissement collectif notamment) ainsi que par un point d'accès au réseau de transports en commun et à une aire de covoiturage. Le regroupement de l'habitat sur le bourg est également susceptible de favoriser le développement du lien social.

En complément du bourg, le projet prévoit un développement résidentiel très limité sur les hameaux de la Loge et des Jollis. La délimitation du secteur constructible n'y autorise pas d'extension sur les espaces agricoles et naturels périphériques, et l'implantation de nouveaux logements y est soumise à conditions.

En matière économique, le PLU favorise la reprise du site de l'ancienne coopérative agricole pour le développement de nouvelles activités, par un classement en secteur économique et non agricole. L'utilisation de ce site par une entreprise est susceptible de soutenir l'emploi local.

INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Conformément à l'article L104-2 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme de Liniers fait l'objet d'une évaluation environnementale, en raison de la présence sur son territoire du site Natura 2000 FR5410014 « Forêt de Moulière, Landes du Pinail, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran », désigné comme Zone de Protection Spéciale au titre de la directive « oiseaux » et portant des enjeux de protection d'une avifaune rare et menacée.

La forêt de Moulière, réservoir de biodiversité majeur, et sa périphérie (qui porte des enjeux spécifiques de conservation de l'avifaune de plaine) sont classés dans des secteurs protecteurs où les possibilités de constructions et d'aménagement sont fortement limitées :

- Un secteur Naturel « N »
- Un secteur Agricole Protégé « Ap »
- Un secteur Agricole Habitat « Ah »
- Un secteur Agricole « A »

Les secteurs « N » et « Ap » recouvrent la très grande majorité du site Natura 2000 mais n'autorisent que les extensions limitées du bâti préexistant, ainsi que la construction de petites annexes à proximité immédiate (30 mètres) du bâti en place. Les conséquences dommageables sont donc évitées en ce sens.

Le secteur « Ah » autorise les nouvelles constructions destinées à l'habitation en périphérie du site Natura 2000, mais au sein d'un périmètre défini au plus près du bâti existant. La réglementation mise en place en matière de droit des sols n'autorise de fait que l'implantation de quelques maisons entre les constructions déjà existantes, sans extension sur les espaces agricoles ou naturels alentours. Les conséquences dommageables du développement résidentiel sur les espaces périphériques du site Natura 2000 sont également évitées.

Enfin, le secteur « A » est délimité sur un espace restreint autour de l'exploitation agricole des Tiffalières afin d'autoriser l'implantation de constructions et installations agricoles en continuité du site existant. Cette ouverture réglementaire permet l'évolution et l'adaptation de l'entreprise agricole. Le regroupement des constructions agricoles sur un site comportant déjà des activités de production n'est pas de nature à accroître le dérangement des espèces aviaires patrimoniales présente à la périphérie du site Natura 2000.

En complément des dispositions réglementaires protectrices en matière de droit des sols, le plan met en œuvre des prescriptions assurant le maintien de la vocation forestière de l'espace au droit du site Natura 2000. L'inscription du massif forestier de Moulière en tant qu'espace boisé entraîne de fait tout rejet de demande de défrichement, assurant ainsi le maintien des habitats des espèces patrimoniales de la Zone de Protection Spéciale.

L'application du plan n'entraînera pas de conséquences dommageables sur le réservoir de biodiversité de la forêt de Moulière, ainsi que sur sa périphérie.

MANIÈRE DONT L'ÉVALUATION A ÉTÉ EFFECTUÉE

L'évaluation environnementale du plan est réalisée conformément aux dispositions prévues à l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme. Le rapport de présentation du Plan Local d'Urbanisme reprend la trame démonstrative prévue par la Loi :

- › Analyse des perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement
- › Description des caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable
- › Analyse des conséquences éventuelles de l'adoption du plan
- › Explication des choix retenus et solutions de substitution envisagées
- › Présentation de mesures pour corriger les conséquences dommageables
- › Définition d'indicateurs pour le suivi des effets du plan sur l'environnement
- › Rédaction d'un résumé non technique

La prise en compte de l'environnement a été réalisée selon une **approche itérative** tout au long de l'élaboration du projet. La synthèse des données récoltées lors de l'état initial de l'environnement a ainsi révélé les grands enjeux environnementaux qui concernent le territoire communal. Ces enjeux ont constitué un cadre fixe au sein duquel le projet de développement de la collectivité a été progressivement constitué. L'approche itérative a permis à la collectivité de décider des premières orientations du projet dans une logique de moindre incidence sur l'environnement. La définition de l'environnement comme « porte d'entrée » du projet permet ainsi d'éviter de générer des conséquences dommageables dans les décisions d'aménagement du territoire.

L'évaluation environnementale a également été réalisée dans une **logique de proportionnalité**. Le choix des secteurs pouvant être le support du développement résidentiel a été réalisé en conservant comme priorité la protection de la richesse biologique de la forêt de Moulière, ainsi que le maintien de la fonctionnalité écologique de la vallée des Meurs. La prise en compte de ces enjeux a conduit à localiser les zones à urbaniser sur le bourg de Liniers, et à limiter les possibilités de construction de nouveaux logements en dehors du bourg aux seuls hameaux de la Loge et des Jollis. Elle justifie également la délimitation du secteur naturel « N » sur la vallée des Meurs et du secteur Agricole Protégé « Ap » aux abords de la forêt de Moulière. Les réponses réglementaires sont en ce sens proportionnées aux enjeux identifiés dans l'état initial de l'environnement

Cette démarche de projet (approche itérative et logique de proportionnalité) évite que l'adoption du plan ne génère des conséquences dommageables sur la biodiversité, et notamment sur les zones revêtant une importance particulière pour l'environnement. La réponse apportée aux besoins anthropiques ne contraint pas le développement biologique.